

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2820

23 décembre 2010

### SOMMAIRE

2 L 2 I (La Luxembourgeoise d'Investissements Industriels) .....	135314	BS Real Estate (Lux) S.à r.l. ....	135328
Adhara S.A. ....	135350	Calisson .....	135329
Adhica Holding S.A. ....	135350	Camar S.A. ....	135360
Affiliated Computer Services Holdings (Luxembourg) S.à r.l. ....	135335	Cerbero Holding S.A. ....	135359
Affretement Transports Services S.à r.l. ....	135359	Consult-Eco S.à r.l. ....	135347
Alimentar S.A. ....	135327	Ecolab Lux 3 S.à r.l. ....	135355
Amarna Holding S.A.H. ....	135351	Erco Investissements S.A. ....	135341
Arambha S.A. ....	135351	FDBB S.à r.l. ....	135350
ARGUS Sicherheitsdienste GmbH, Gesellschaft mit beschränkter Haftung .....	135352	Fides Financial Services S.A. ....	135351
Asari S.A. ....	135352	Fides Life Office S.A. ....	135352
Austrian Patriot II S.à r.l. ....	135320	Hellenic American University Luxembourg .....	135329
Avagam Holding S.A. ....	135353	Kanoba S.A. ....	135353
Azero Investments S.A. ....	135353	KBC Asset Management S.A. ....	135328
Bancroft Immobilier Investissements S.A. ....	135354	ME Gusta S.à r.l. ....	135346
Bancroft Immobilier Investissements S.A. ....	135354	Old Rise Real Estates S.A. ....	135337
Beauce Management S.A. ....	135354	Pegaso Finance S.à r.l. ....	135340
BEAUTY-HOUSE Guy SCHOU .....	135358	Prime Investment Limited S.A. ....	135341
BenLomond Corporation S.à r.l. ....	135327	Sal. Oppenheim PEP International S.à r.l. ....	135320
BERING's s.à r.l. ....	135359	Stepstone Acquisition S.à r.l. ....	135341
Biemme Invest S.A. ....	135320	TeamGate S.A. ....	135354
Bischelbach-Majeres S.A. (BISMA SA) ..	135337	The Luxembourg, Australia & New Zealand Association .....	135342
Blue Dolphin S.A. ....	135358	Tycoonair Holding S.A. ....	135346
Blue Dolphin S.A. ....	135360	United Europe Investments S.A. ....	135314
Braun Trucking GmbH .....	135360	Upsurge Holding S.A. ....	135345
BSF S.à r.l. ....	135328	VOX The International Choir in Luxembourg .....	135346

**2 L 2 I (La Luxembourgeoise d'Investissements Industriels), Société Anonyme.**

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 88.878.

Acte de constitution publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 24 octobre 2002  
Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour 2L2I S.A.

Signature

Référence de publication: 2010154212/12.

(100176777) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

**United Europe Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 106.262.

L'an deux mille dix, le onze novembre.

Pardevant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réuni une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "UNITED EUROPE INVESTMENTS S.A.", en liquidation, ayant son siège social à L-1510 Luxembourg, 38, Avenue de la Faïencerie, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.262, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster en date du 27 janvier 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 649 du 5 juillet 2005. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis.

L'assemblée est présidée par Madame Corinne PETIT, employée privée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L1750 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Raymond THILL, maître en droit, avec même adresse professionnelle.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Isabel DIAS, employée privée, avec même adresse professionnelle.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour*

1. Transfert du siège social, statutaire et administratif de Luxembourg en Italie et adoption de la nationalité italienne.
2. Modification de la forme juridique de la société anonyme "S.A." afin de transformer en société à responsabilité limitée.
3. Modification de la dénomination sociale en "United ITALIA Srl".
4. Limitation de la durée de vie de la société au 31 décembre 2030.
5. Approbation de la situation comptable finale.
6. Refonte complète des statuts de la société afin de les adapter à la législation italienne, Approbation desdits statuts.
7. Démission du liquidateur et décharge à lui accorder pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.
8. Désignation d'un liquidateur.
9. Autorisation à conférer à l'Administrateur d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Milan, ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg afin d'assurer la continuation de la société en tant que société de droit italien et la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.
10. Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide, à l'unanimité, de changer la nationalité de la Société en adoptant la nationalité italienne et de transférer le siège social et l'établissement principal de la Société du Grand-Duché de Luxembourg, L-1510 Luxembourg, 38, Avenue de la Faïencerie au Via Giovanni Boccaccio 29, I-20123. Milan.

Elle constate également que le transfert du siège social en Italie et le changement de nationalité de la Société n'aura en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et l'Assemblée constate que cette résolution est prise en conformité avec l'article 199 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'avec la Directive du Conseil de la CEE du 17 juillet 1969 no. 335 et les dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, numéro 131 et toutes dispositions concernées.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de changer la forme légale de la société "UNITED EUROPE INVESTMENTS S.A.", en liquidation, d'une société anonyme en société à responsabilité limitée et de transformer les actions en parts sociales.

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale en «United ITALIA Srl», in Liquidazione.

*Quatrième résolution*

L'assemblée décide de limiter la durée de la société au 31 décembre 2030.

*Cinquième résolution*

L'assemblée décide d'approuver la situation comptable de la société au 31 octobre 2010.

*Sixième résolution*

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme ci-après:

“STATUTO DELLA SOCIETA  
"UNITED ITALIA S.R.L." IN LIQUIDAZIONE

**Denominazione - Sede - Oggetto - Durata**

**Art. 1. Denominazione.** E' costituita una società a responsabilità limitata denominata "UNITED ITALIA S.R.L." IN LIQUIDAZIONE.

**Art. 2. Sede.** La Società ha sede nel territorio del Comune di Milano Via Giovanni Boccaccio n. 29.

**Art. 3. Oggetto.** La società ha per oggetto l'acquisto, la vendita, la permuta, la costruzione, la ristrutturazione, la locazione, l'amministrazione, la conduzione, l'utilizzazione e la gestione di immobili e fabbricati di qualsiasi genere.

La società può compiere tutte le operazioni commerciali, immobiliari e finanziarie che saranno ritenute utili dall'Organo Amministrativo per il conseguimento dell'oggetto sociale, con esclusione delle attività finanziarie nei confronti del pubblico.

**Art. 4. Durata.** La durata della società è fissata fino al 31 dicembre 2030.

**Art. 5. Libro dei soci e domicilio dei soci.** La società tiene, a cura degli amministratori, con le stesse modalità stabilite dalla legge per gli altri libri sociali, il libro dei soci, nel quale devono essere indicati il nome e il domicilio dei soci, la partecipazione di spettanza di ciascuno, i versamenti fatti sulle partecipazioni, le variazioni nelle persone dei soci, nonché, ove comunicato, il loro indirizzo telefax e di posta elettronica, ai fini stabiliti dal presente statuto.

Il domicilio dei soci, per quanto concerne i rapporti con la società, è quello risultante dal libro dei soci.

**Capitale e Partecipazioni**

**Art. 6. Capitale.** Il capitale sociale ammonta ad euro 100.000

Il capitale sociale può essere aumentato mediante l'offerta di nuove partecipazioni a terzi, solo con il consenso di tutti i soci.

**Art. 7. Conferimenti e Finanziamenti.** I conferimenti dei soci possono avere ad oggetto ogni elemento patrimoniale consentito dalla legge.

I soci possono finanziare la società con versamenti fruttiferi o infruttiferi, in conto capitale o altro titolo, anche con obbligo di rimborso, in conformità alle vigenti disposizioni normative e regolamentari, salvo quanto disposto dall'art. 2467 c.c.

La società, con decisione assembleare dei soci, può emettere titoli di debito, alle condizioni ed ai limiti previsti dalla legge.

**Art. 8. Partecipazioni.** Le partecipazioni sociali rappresentano una quota del capitale.

Il valore nominale delle partecipazioni è pari al capitale sociale rapportato alla quota rappresentata da ciascuna di esse.

Il trasferimento delle partecipazioni e la costituzione di diritti reali sulle medesime hanno effetto di fronte alla società dal momento dell'iscrizione nel libro dei soci, da eseguirsi a cura degli amministratori a seguito del deposito nel registro delle imprese ai sensi di legge.

In caso di trasferimento, per atto tra vivi della piena proprietà o di ogni altro diritto reale sulle partecipazioni, a parità di condizioni, i soci avranno diritto di prelazione nell'acquisto delle partecipazioni in vendita e potranno rendersene acquirenti in proporzione alle partecipazioni possedute, in modo da lasciare inalterato il preesistente rapporto di partecipazione nel capitale sociale o, nel caso in cui alcuni soci soltanto esercitino la prelazione, le partecipazioni in vendita dovranno fra loro essere ripartite in proporzione diretta delle partecipazioni da ciascuno possedute.

Il socio che intenda alienare la sua partecipazione dovrà darne comunicazione scritta all'organo amministrativo che provvederà ad informarne gli altri soci.

Entro 15 giorni dal ricevimento della comunicazione dell'Organo amministrativo, i soci dovranno rendere noto allo stesso se intendono esercitare la prelazione per l'acquisto, in mancanza di che si intenderà che vi abbiano rinunciato.

Qualora il prezzo delle partecipazioni richiesto dal venditore non sia accettato dai soci, esso verrà stabilito da un unico arbitratore da nominarsi dal Presidente del Tribunale ove ha sede la società su richiesta della parte più diligente.

Nell'effettuare la determinazione del prezzo, l'arbitratore dovrà riferirsi al "capitale economico" dell'azienda, ossia tener conto della situazione patrimoniale della società, della sua redditività, del "valore corrente" dei beni materiali ed immateriali da essa posseduti, della sua posizione nel mercato nonché del prezzo e delle condizioni offerti dal potenziale acquirente e di ogni altra circostanza e condizione che viene normalmente tenuta in considerazione ai fini della determinazione del valore di partecipazioni societarie, con particolare attenzione all'eventuale "premio di maggioranza" per il caso di trasferimento del pacchetto di controllo della società.

L'arbitratore così nominato, su invito dell'Organo Amministrativo, dovrà entro novanta giorni dalla nomina procedere alla valutazione a lui richiesta e notificarla nei cinque giorni successivi all'Organo Amministrativo, che darà notizia sia al socio cedente che ai soci disponibili all'acquisto.

Successivamente alla valutazione dell'arbitratore, sia l'alienante che gli acquirenti avranno la facoltà di recedere rispettivamente dalla alienazione e dall'acquisto.

Le spese relative alla valutazione delle partecipazioni, ad opera dell'arbitratore, saranno a carico dell'alienante e dell'acquirente in parti uguali tra loro in caso di esercizio della prelazione, mentre saranno a carico del socio che recede rispettivamente dalla alienazione o dall'acquisto, in caso contrario.

**Art. 9. Recesso dei soci.** I soci hanno diritto di recedere nei casi e con gli effetti previsti dalla legge.

Il recesso viene esercitato mediante lettera raccomandata spedita alla società.

Salve le ipotesi in cui il diritto di recesso non dipenda dal verificarsi di una specifica causa, la spedizione della raccomandata deve avvenire, a pena di decadenza, entro quindici giorni decorrenti:

- a) dall'iscrizione nel Registro delle Imprese della deliberazione che ne è causa;
- b) se la specifica causa non consiste in una deliberazione, entro quindici giorni dal momento in cui il socio ha avuto conoscenza della causa di recesso.

Fatto salvo quanto disposto dalla legge, non vi sono cause convenzionali di esclusione dei soci.

### **Assemblea e Decisioni dei soci**

**Art. 10. Convocazione.** L'assemblea è convocata da ciascun amministratore.

La convocazione dell'assemblea viene effettuata con lettera raccomandata inviata ai soci almeno otto giorni prima dell'adunanza, oppure mediante telefax o posta elettronica trasmessi almeno cinque giorni prima dell'adunanza, purché siano stati iscritti nel libro dei soci, a richiesta dei medesimi, il numero telefax ricevente o l'indirizzo di posta elettronica.

L'assemblea dei soci può essere convocata anche fuori dalla sede sociale, purché in un Paese dell'Unione Europea o in Svizzera.

Pur in mancanza delle formalità di convocazione, l'assemblea si reputa regolarmente costituita in presenza delle condizioni richieste dalla legge.

**Art. 11. Intervento e Voto.** Hanno diritto di intervenire all'assemblea coloro che risultano iscritti nel libro dei soci. Ciascun socio avente diritto ad intervenire può farsi rappresentare, anche da un non socio, purché con delega rilasciata per iscritto.

L'assemblea può svolgersi con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale ed i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci, ed in particolare a condizione che:

- a) sia consentito al presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- b) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- c) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;
- d) vengano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea alla quale partecipa l'intero capitale sociale ai sensi dell'art. 2479 bis, ultimo comma, c.c.) i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente e il soggetto verbalizzante.

Il diritto di voto spetta ai soci nella misura prevista dalla legge.

**Art. 12. Presidente e Verbalizzazione.** L'assemblea è presieduta dall'amministratore unico o dal presidente del consiglio di amministrazione, ovvero, in caso di loro mancanza o rinuncia, da una persona designata dall'assemblea stessa.

Le riunioni assembleari sono constatate da un verbale redatto dal segretario, designato dall'assemblea stessa, e sottoscritto da lui stesso oltre che dal presidente.

Nei casi di legge e quando l'organo amministrativo o il presidente dell'assemblea lo ritengano opportuno, il verbale viene redatto da un notaio. In tal caso, l'assistenza del segretario non è necessaria.

**Art. 13. Consultazione scritta e Consenso per iscritto.** Le decisioni dei soci possono essere adottate, nei limiti previsti dalla legge, anche mediante consultazione scritta o sulla base del consenso espresso per iscritto, a condizione che siano rispettati i principi della buona fede e di parità di trattamento dei soci, ed in particolare a condizione che:

- a) dai documenti sottoscritti dai soci risulti con chiarezza l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa;
- b) ad ogni socio sia concesso di partecipare alle decisioni e tutti gli amministratori e sindaci, se nominati, siano informati della decisione da assumere;
- c) sia assicurata l'acquisizione dei documenti sottoscritti agli atti della società e la trascrizione della decisione nei libri sociali, con l'indicazione della data in cui essa si è perfezionata e in cui è stata trascritta;
- d) sia rispettato il diritto, in quanto spettante agli amministratori ed ai soci in virtù dell'art. 2479 c.c., di richiedere che la decisione sia adottata mediante deliberazione assembleare.

**Art. 14. Maggioranze.** Le deliberazioni assembleari e le decisioni dei soci sono assunte con il voto favorevole della maggioranza del capitale sociale.

### Amministrazione e Controllo

**Art. 15. Amministratore.** La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in occasione della relativa nomina:

- a) da un Amministratore Unico;
- b) da un Consiglio di Amministrazione composto da due o più membri;
- c) da due o più amministratori con poteri disgiunti o congiunti.

Qualora vengano nominati due o più amministratori senza alcuna indicazione relativa alle modalità di esercizio dei poteri di amministrazione, si intende costituito un consiglio di amministrazione. Per organo amministrativo si intende, a seconda dei casi, l'amministratore unico, il consiglio di amministrazione, oppure l'insieme degli amministratori disgiunti o congiunti.

**Art. 16. Disposizioni comuni agli amministratori.** Gli amministratori possono essere non soci e sono rieleggibili.

Salvo contraria delibera dell'assemblea, l'amministrazione non è vincolata dal divieto di cui all'art. 2390 del c.c.

Gli amministratori sono nominati per il periodo determinato dai soci o a tempo indeterminato.

Essi decadono dalla carica nei casi previsti dalla legge e dal presente statuto.

Nel caso di dimissione di un componente dell'organo amministrativo decade l'intero organo amministrativo.

Ove sia nominato un consiglio formato da due amministratori, qualora essi non siano d'accordo circa la eventuale revoca dei poteri conferiti ad uno di essi, entrambi decadono dalla carica e devono senza indugio sottoporre ai soci la decisione circa la nomina di un nuovo organo amministrativo.

Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un'indennità annuale in misura fissa, ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione della carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

In caso di nomina di un comitato esecutivo o di consiglieri delegati, il loro compenso è stabilito dal consiglio di amministrazione al momento della nomina.

**Art. 17. Amministratore unico.** All'amministratore unico spettano tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, salvo quanto inderogabilmente disposto dalla legge.

**Art. 18. Consiglio di amministrazione.** Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il consiglio di amministrazione elegge fra i suoi membri un presidente.

Il presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

La convocazione avviene mediante avviso spedito a tutti gli amministratori, sindaci effettivi e revisore, se nominati, con qualsiasi mezzo idoneo ad assicurare la prova dell'avvenuto ricevimento, almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima.

Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno.

Il consiglio si raduna presso la sede sociale o anche altrove, purchè in un Paese dell'Unione Europea o in Svizzera.

Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza formale convocazione, quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed i sindaci effettivi in carica, se nominati.

Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche per audioconferenza o videoconferenza, a condizione che:

a) siano presenti nello stesso luogo il presidente ed il segretario della riunione, se nominato, che provvederanno alla formazione ed alla sottoscrizione del verbale, dovendosi ritenere svolta la riunione in detto luogo;

b) sia consentito al presidente della riunione di accertare l'identità degli intervenuti, regolare lo svolgimento della riunione, constatare e proclamare i risultati della votazione;

c) sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi della riunione oggetto di verbalizzazione;

d) sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonchè di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

Per la validità delle deliberazioni del consiglio di amministrazione, assunte con adunanza dello stesso, si richiede la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica; le deliberazioni sono prese con la maggioranza assoluta dei voti dei presenti. In caso di parità di voti, la proposta si intende respinta.

Delle deliberazioni della seduta si redigerà un verbale firmato dal presidente e dal segretario se nominato che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori.

Le decisioni del consiglio di amministrazione, nei limiti previsti dalla legge, possono anche essere adottate mediante consultazione scritta, ovvero sulla base del consenso espresso per iscritto, a condizione che:

a) sia assicurato a ciascun amministratore il diritto di partecipare alla decisione e sia assicurata a tutti gli aventi diritto adeguata informazione;

b) dai documenti sottoscritti dagli amministratori risultino con chiarezza l'argomento oggetto della decisione ed il consenso alla stessa da parte della maggioranza degli amministratori in carica;

c) siano trascritte senza indugio le decisioni nel libro delle decisioni degli amministratori e sia conservata agli atti della società la relativa documentazione;

d) sia concesso ad almeno due amministratori di richiedere l'assunzione di una deliberazione in adunanza collegiale.

Al consiglio di amministrazione spettano tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, senza limite alcuno, salvo quanto inderogabilmente disposto dalla legge.

Il consiglio di amministrazione può delegare, nei limiti previsti dalla legge, i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, o parte di essi, ad uno o più amministratori delegati, nonchè ad un comitato esecutivo.

Per tutto quanto non stabilito dal presente statuto in tema di consiglio di amministrazione, si applicano le norme dettate in tema di società per azioni, in quanto compatibili.

**Art. 19. Amministratori disgiunti o congiunti.** In caso di nomina di più amministratori, senza formazione di un consiglio di amministrazione, ad essi spettano tutti i poteri di ordinaria e straordinaria amministrazione, senza limite alcuno, salvo quanto inderogabilmente disposto dalla legge.

La decisione di nomina stabilisce se detti poteri spettano, in tutto o in parte, in via disgiunta, in via congiunta tra tutti, in via congiunta tra due o più amministratori, a maggioranza o in altro modo.

Ove dalla decisione di nomina non risulti se il potere di compiere una determinata tipologia di atti spetta agli amministratori in via disgiunta, in via congiunta o in altro modo, si deve intendere che esso spetti a tutti gli amministratori in via congiunta.

Nel caso di amministrazione congiunta, i singoli amministratori non possono compiere alcuna operazione, salvi i casi in cui si renda necessario agire con urgenza per evitare un danno alla società.

Qualora l'amministrazione sia affidata disgiuntamente a più amministratori, in caso di opposizione di un amministratore all'operazione che un altro intende compiere, sull'opposizione decidono tutti gli amministratori a maggioranza.

**Art. 20. Rappresentanza.** La rappresentanza della società spetta, a seconda dei casi:

- a) all'amministratore unico;
- b) al presidente del consiglio di amministrazione, ai singoli consiglieri delegati, se nominati, ed al presidente del comitato esecutivo, se nominato;
- c) agli amministratori disgiuntamente o congiuntamente, secondo le medesime modalità con cui sono stati attribuiti i poteri di amministrazione.

La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori ed ai procuratori nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

**Art. 21. Collegio sindacale.** In presenza delle condizioni che rendono obbligatoria la nomina del collegio sindacale ai sensi di legge, o comunque qualora lo decidano i soci, la gestione sociale è controllata da un collegio sindacale, costituito da tre membri effettivi e due supplenti, nominati e funzionanti a norma di legge.

I sindaci devono possedere i requisiti di legge, con particolare riguardo ai requisiti prescritti in ragione della loro eventuale funzione di controllo contabile.

**Art. 22. Controllo contabile.** In presenza delle condizioni che rendono obbligatoria la nomina del collegio sindacale ai sensi di legge, o comunque qualora lo decidano i soci, il controllo contabile sulla società è esercitato da un revisore contabile o da una società di revisione iscritti nel registro istituito presso il Ministero della giustizia, oppure, a scelta dei soci, sempre che non ostino impedimenti di legge, dal collegio sindacale.

L'alternativa come sopra consentita ai soci non costituisce modificazione dell'atto costitutivo, ma non può in ogni caso comportare la revoca dell'incarico di controllo contabile in corso.

### Bilancio - Utili - Scioglimento

**Art. 23. Esercizi sociali e Bilancio.** Gli esercizi sociali si chiudono al trentuno dicembre di ogni anno.

Alla fine di ogni esercizio, l'organo amministrativo procede alla redazione del bilancio a norma di legge.

Il bilancio è presentato ai soci entro 120 giorni dalla chiusura dell'esercizio, ovvero entro 180 giorni da tale data, nei limiti ed alle condizioni previste dall'art. 2364, comma 2, c.c.

**Art. 24. Utili.** Gli utili risultanti dal bilancio regolarmente approvato, previa deduzione della quota destinata a riserva legale, possono essere destinati a riserva o distribuiti ai soci, secondo quanto dagli stessi deciso.

**Art. 25. Scioglimento.** In ogni caso di scioglimento della società, si applicano le norme di legge."

#### *Septième résolution*

L'assemblée décide d'accepter la démission du liquidateur et du lui accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de son mandat.

#### *Huitième résolution*

L'assemblée décide, après avoir délibéré, de confier l'administration de la société à un liquidateur, à savoir:

Monsieur Pietro Paolo Baracco, CF BRC PRP63H29157OU, né à Valenza (Italie) le 29 juin 1963 et demeurant à Alessandria,

qui restera en fonction jusqu'à la révocation et/ou démission, avec les pouvoirs fixés par les statuts.

#### *Neuvième résolution*

L'assemblée décide de donner au liquidateur le pouvoir d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Milan, ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg afin d'assurer la continuation de la société en tant que société de droit italien et la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien ou toute autre instance qu'il appartiendra.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille trois cents euros (1.300.-EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. Petit, R. Thill, I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 17 novembre 2010. Relation: LAC/2010/50616. Reçu douze euros Eur 12.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 24 novembre 2010.

Référence de publication: 2010156198/312.

(100179175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2010.

---

**Sal. Oppenheim PEP International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 130.778.

—  
*Auszug aus der Beschlussfassung der alleinigen Gesellschafterin vom 25. Oktober 2010*

Frau Stephanie Becker, geboren am 18. Januar 1974 in Bergisch Gladbach, Deutschland, wird rückwirkend zum 15. September 2010 als Geschäftsführerin der Sal. Oppenheim PEP International S. à r.l. abberufen.

Sal. Oppenheim PEP International S.à r.l.

Unterschriften

*Geschäftsführer / Geschäftsführer*

Référence de publication: 2010154232/13.

(100171521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2010.

---

**Austrian Patriot II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 108.518.

—  
ABSCHLUSS DER LIQUIDATION

*Auszug*

Durch privatschriftlichen Beschluss vom 27. Oktober 2010 hat der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft beschlossen (i) die Liquidation der Gesellschaft die durch eine am 21. Oktober 2010 vor Notar Henri Hellinckx getroffene Entscheidung des Gesellschafters eröffnet wurde, abzuschliessen und (ii) die Unternehmensbücher und -bilanzen der Gesellschaft für die gesetzlich vorgeschriebene Verwahrungszeit von fünf Jahren am Sitz der Schaffer Gesellschaft m.b.H., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Bauernmarkt 2, 1010 Wien, Österreich, zu verwahren.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, der 16. November 2010.

*Für die Gesellschaft*

Unterschrift

Référence de publication: 2010154234/19.

(100176834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

---

**Biemme Invest S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 135.046.

—  
L'an deux mille dix, le onze novembre.

Par devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "BIEMME INVEST S.A.", établie et ayant son siège social à Luxembourg, enregistré au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 135046, constituée suivant acte reçu du notaire instrumentaire, notaire de résidence à Luxembourg en date du 13 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 274 du 1<sup>er</sup> février 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Marc KOEUNE, économiste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Madame Sylvie DUPONT, employée privée, domiciliée professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg

L'assemblée élit comme scrutateur, Monsieur Raymond THILL, juriste, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg

Monsieur le Président expose ensuite:



I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau qu'une (1) action d'un valeur nominale de trente et un mille euros (EUR 31.000,-), représentant l'intégralité du capital social de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, l'actionnaire unique, la société de droit italien SER-FID ITALIANA FIDUCIARIA E DI REVISIONE S.P.A. avec siège au 9, via Durini, I-20122 Milan – Italie, ayant accepté de se réunir sans convocation préalable.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

1. Rapport de gestion et rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2009 et Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009,

2. Affectation du résultat pour la période s'achevant au 31 décembre 2009,

3. Approbation du bilan de clôture de la société luxembourgeoise;

4. Transfert du siège social de Luxembourg vers l'Italie, et adoption de la forme juridique d'une société à responsabilité limitée selon le droit italien.

5. Fixation du siège social au via Bellagamba, 1, I -60035 Jesi (AN) Italie;

6. Modification de la dénomination sociale en "BIEMME INVEST Srl".

7. Démission de quatre administrateurs en place et décharge à leur donner pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

8. Démission du commissaire aux comptes en place, décharge à lui donner pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

9. Refonte complète des statuts pour les adapter au droit italien.

10. Nomination d'un gérant unique.

11. Mandat à donner aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

12. Effet juridique relative aux résolutions prises.

13. Mandat à donner à Monsieur Alessandro MALGARA aux fins de procéder à toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce italien et précisions d'éléments utiles à l'enregistrement de la société au Registre u Commerce en Italie.

14. Divers.

L'Assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes, approuve à l'unanimité les comptes annuels arrêtés à la date du 31 décembre 2009, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

#### *Deuxième résolution*

L'actionnaire unique constate le résultat de l'exercice. En conséquence, l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide à l'unanimité de reporter le résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2009, se chiffrant de la manière suivante:

Résultats reportés .....	(27.847,97) Euros
Résultat de l'exercice .....	(14.842,08) Euros
Résultat à reporter .....	(42.690,05) Euros

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale approuve le bilan de clôture au 11 novembre 2010 de la société au Luxembourg, lequel bilan après avoir été signé ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexé au présent acte pour être enregistré en même temps.

Le bilan de clôture approuvé montre les capitaux propres de la société de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) correspondant au capital social de la société de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) lequel est entièrement libéré et existe à la date de clôture.

#### *Quatrième résolution*

L'Assemblée décide de transférer le siège social de la société en Italie, sans dissolution préalable de la Société, laquelle continuera l'activité avec tous les actifs et passifs existants de la Société, et continuera son existence sous la forme juridique d'une société à responsabilité limitée selon le droit italien.

*Cinquième résolution*

L'Assemblée décide d'établir le siège social de la société en Italie, à via Bellagamba, 1, I -60035 Jesi (AN) Italie.  
La Société ne maintiendra pas de succursale ou d'autre entité juridique au Luxembourg.

*Sixième résolution*

L'Assemblée décide de changer la dénomination sociale en "BIEMME INVEST Srl".

*Septième résolution*

Il est pris acte de la démission de quatre administrateurs en place:

- Monsieur Marc KOEUNE, économiste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg,
  - Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L- 1449 Luxembourg,
  - Monsieur Sébastien GRAVIÈRE, juriste, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L- 1449 Luxembourg,
  - Monsieur Jean-Yves NICOLAS, employé privé, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg
- Par vote spécial, il leur est donné décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

*Huitième résolution*

Il est pris acte de la démission du commissaire aux comptes en place:

la société CeDerLux-Services S.à r.l., ayant son siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Par vote spécial, il lui est donné décharge pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

*Neuvième résolution*

Les statuts, complètement refondus afin d'être adaptés à la législation italienne, auront désormais le teneur suivante:

STATUTO

« **Art. 1. Denominazione.** "Biemme Invest S.R.L.".

**Art. 2. Attività sociale.** La società ha per oggetto le seguenti attività:

- lo svolgimento, non nei confronti del pubblico, dell'attività di assunzione di partecipazioni mediante acquisto di azioni, quote ed interessenze in società od enti, costituito o costituendi, in Italia ed all'estero, il tutto allo scopo di stabile investimento e non di collocamento o intermediazione nei confronti del pubblico, con espressa esclusione:

\* dello svolgimento di attività finanziaria anche nei confronti delle imprese partecipate o mediante reperimento di capitale di rischio;

\* del rilascio di garanzie, sia pure nell'interesse di società partecipate ma a favore di terzi laddove tale attività non abbia carattere residuale e non sia svolta in via strumentale al conseguimento dell'oggetto sociale.

\*dello svolgimento di operazioni e di qualsivoglia attività che abbia a determinare la raccolta del risparmio tra il pubblico; l'acquisto o la vendita mediante offerta al pubblico di strumenti finanziari disciplinati dal T.U.I.F; le operazioni di carattere fiduciario; l'esercizio professionale, sotto qualsiasi forma del credito e comunque qualunque altra attività che sia riservata ai sensi di legge.

- l'acquisto, la permuta, la vendita, la lottizzazione, la costruzione, la conduzione, la locazione e la gestione in genere di beni immobili;

- l'acquisto, la produzione, l'importazione, l'esportazione, l'immagazzinamento, la vendita e la commercializzazione in genere, anche per corrispondenza e su catalogo, anche quale agente di commercio:

\* di prodotti alimentari freschi o congelati con o senza glutine;

\* di ogni e qualsiasi oggetto accessorio ai prodotti alimentari.

La società, per il raggiungimento dell'oggetto sociale, potrà compiere tutte le operazioni commerciali, industriali ed immobiliari ed inoltre potrà compiere, in via non prevalente e del tutto accessoria e strumentale e comunque con espressa esclusione di qualsiasi attività svolta nei confronti del pubblico, operazioni finanziarie e mobiliari, concedere fidejussioni, avalli, cauzioni, ipoteche e altre garanzie anche a favore di terzi, anche non soci e comunque compiere attività che abbiano attinenza, anche indiretta con lo scopo sociale; il tutto in quanto operazioni ritenute utili od opportune alla realizzazione dell'oggetto sociale stesso.

**Art. 3. Sede.** La società ha sede nel Comune di Jesi (AN) all'indirizzo risultante dalla apposita iscrizione eseguita presso il Registro delle Imprese.

L'organo amministrativo può istituire o sopprimere uffici, filiali, succursali, agenzie, recapiti e rappresentanze sia nel territorio nazionale che all'estero, nonché trasferire la sede nell'ambito del Comune di Jesi; l'istituzione di sedi secondarie e il trasferimento della sede sociale in un Comune diverso sono invece di competenza dell'Assemblea dei soci.

**Art. 4. Durata.** La durata della società è fissata al 31 (trentuno) dicembre 2050 (duemilacinquanta).

**Art. 5. Capitale sociale.** Il capitale sociale è di Euro 31.000 (trentunomila).

Possono essere conferiti in società, tutti gli elementi dell'attivo suscettibili di valutazione economica, compresi la prestazione d'opera o di servizi a favore della società; la delibera di aumento del capitale deve stabilire le modalità del conferimento.

In caso di conferimento di opera o di servizi è necessaria la prestazione di una polizza di assicurazione o di una fideiussione bancaria che ne garantisca per intero il valore ad essi assegnato.

In caso di riduzione del capitale per perdite può essere omesso il preventivo deposito presso la sede sociale, almeno otto giorni prima dell'assemblea, della relazione dell'organo amministrativo sulla situazione patrimoniale della società e delle osservazioni del Collegio Sindacale o del Revisore, se nominati.

**Art. 6. Trasferimento quote.** La quota sociale è liberamente trasferibile per atto tra vivi osservate le norme del presente articolo.

In ogni caso di cessione della quota, anche a favore di un socio od a titolo gratuito è riservato agli altri soci il diritto di prelazione in proporzione alle rispettive partecipazioni sociali.

Il socio che intende alienare in tutto o in parte le proprie quote dovrà comunicare la propria decisione agli altri soci mediante lettera raccomandata con ricevuta di ritorno, indicando la quota offerta, il prezzo, le condizioni di pagamento ed il nome dell'eventuale acquirente.

Entro e non oltre 30 (trenta) giorni dall'invio della comunicazione predetta, i soci interessati all'acquisto dovranno darne comunicazione al socio cedente mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento. L'esercizio del diritto di prelazione dovrà riferirsi all'intera quota offerta, salva la riduzione in misura proporzionale alla quota posseduta nel caso di esercizio della prelazione da parte di più soci.

Trascorso inutilmente il termine di 30 (trenta) giorni dal ricevimento della comunicazione della cessione, o qualora nel medesimo termine gli altri soci si dichiarino non interessati all'acquisto, il socio offerente potrà cedere la propria quota a terzi.

Qualora, invece, il socio o i soci interessati, pur dichiarando di voler esercitare la prelazione, dichiarino il proprio dissenso in ordine alla congruità del prezzo della quota, oppure nel caso in cui la cessione sia effettuata senza corrispettivo oppure con un corrispettivo diverso dal denaro la determinazione del valore della stessa sarà demandata ad un esperto nominato dal Presidente del Tribunale del luogo in cui ha sede la società.

Per la determinazione del valore della quota, si dovrà tenere conto dell'ultimo bilancio approvato con rettifica a valori correnti delle poste estimative al netto della fiscalità latente aumentato dell'eventuale avviamento.

Il socio cedente dovrà comunicare al socio o ai soci acquirenti entro 15 (quindici) giorni dalla determinazione del prezzo da parte dell'esperto, a mezzo lettera raccomandata con avviso di ricevimento, se accetta la stima arbitrale o se, al contrario, intende revocare la proposta di vendita non dando corso alla cessione.

Qualora il socio cedente accetti la stima dell'esperto il socio o i soci acquirenti dovranno corrispondere il prezzo od il valore della quota entro e non oltre 6 (sei) mesi dal ricevimento della suddetta comunicazione, senza obbligo di corresponsione di alcuna somma a titolo di interesse e di rivalutazione monetaria.

Il socio inadempiente all'obbligo di pagamento del prezzo nel termine indicato, oltre a rispondere degli eventuali danni, perde il diritto all'acquisto, che si devolverà a favore degli altri soci i quali, entro 15 (quindici) giorni dalla comunicazione dell'inadempimento, dovranno acquistare e pagare la quota rimasta libera, proporzionalmente alle rispettive partecipazioni sociali. In caso contrario, il socio cedente potrà senz'altro cedere la propria quota a terzi.

La violazione, anche parziale, del presente articolo, comporta l'inefficacia del trasferimento della quota sia nei confronti della società sia dei soci, con ogni conseguente effetto giuridico.

La quota è trasferibile mortis causa.

In caso di morte di uno dei soci, la società, previa delibera dell'assemblea dei soci con le maggioranze stabilite per la modifica dell'atto costitutivo, potrà deliberare la continuazione con gli eredi del socio defunto oppure potrà deliberare la liquidazione agli stessi del valore della quota.

Per la determinazione del valore della quota si fa riferimento ai paragrafi precedenti.

Il diritto di prelazione non opera nell'ipotesi di intestazione a società fiduciaria o reintestazione al mandante, previa esibizione del mandato fiduciario.

### **Art. 7. Competenze dell'assemblea dei soci e Consultazione scritta.**

7.1 I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge e dal presente Statuto, nonchè sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

7.2 Le decisioni in ordine:

- a) alle modificazioni dello Statuto;
- b) al compimento di operazioni che comportano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale o una rilevante modificazione dei diritti dei soci;
- c) allo scioglimento anticipato della società ed alla nomina dei liquidatori;
- d) all'approvazione della proposta di concordato preventivo o fallimentare;

e) alla richiesta di ammissione alla procedura di amministrazione controllata; dovranno essere assunte con deliberazione assembleare nel rispetto del metodo collegiale osservate le disposizioni del successivo art. 8.

7.3 Tutte le decisioni che per legge o in forza del presente statuto non debbano adottarsi con deliberazione assembleare possono essere assunte sulla base:

a) di un unico documento da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione, che dovrà essere datato e sottoscritto da ciascun socio con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto";

b) di una pluralità di documenti, tutti di identico contenuto, da cui risulti chiaramente l'argomento oggetto della decisione, che saranno inviati dal proponente a tutti i soci, agli amministratori, ai sindaci, se nominati; ciascun socio daterà e sottoscriverà il documento da lui ricevuto con l'indicazione "visto ed approvato" oppure "visto e non approvato" oppure "visto ed astenuto", provvedendo quindi a trasmettere alla società il documento da lui sottoscritto.

Copia dell'unico documento o di tutti i documenti sarà inviata, a cura della società, agli amministratori ed ai sindaci, se nominati.

Tra la data della prima e quella dell'ultima sottoscrizione, sia se raccolte con unico documento che con pluralità di documenti, non può intercorrere un periodo superiore a 15 (quindici) giorni.

Nell'ipotesi di mancata sottoscrizione ovvero di mancato invio del documento nel termine suindicato, il socio verrà considerato dissenziente.

Le decisioni dei soci si considerano approvate se prese con il voto favorevole di una maggioranza che rappresenti almeno il 55% (cinquantacinque per cento) del capitale sociale.

7.4 In deroga al disposto dell'art. 2465 secondo comma c.c., non deve essere autorizzato dai soci l'acquisto da parte della società, per un corrispettivo pari o superiore al decimo del capitale sociale, di beni o di crediti dei soci fondatori, dei soci e degli amministratori, nei due anni dalla iscrizione della società nel registro delle imprese.

**Art. 8. Convocazione.** L'assemblea dei soci deve essere convocata dall'Organo Amministrativo anche fuori dalla sede sociale, purchè in Italia.

L'Assemblea viene convocata con avviso spedito almeno otto giorni prima di quello fissato per l'assemblea, con lettera raccomandata o con fax o posta elettronica al domicilio o al numero di fax, all'indirizzo di posta elettronica o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dal socio.

Nell'avviso di convocazione debbono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

In mancanza di formale convocazione l'assemblea si reputa regolarmente costituita in forma totalitaria quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli Amministratori e Sindaci, quest'ultimi se nominati, sono presenti o informati e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento. Se gli amministratori o i sindaci, ove nominati, non partecipano personalmente all'assemblea, dovranno rilasciare apposita dichiarazione scritta, da conservarsi agli atti della società, nella quale dichiarano di essere informati su tutti gli argomenti posti all'ordine del giorno e di non opporsi alla trattazione degli stessi.

**Art. 9. Quorum.** L'assemblea è regolarmente costituita con la presenza di tanti soci che rappresentino più della metà del capitale sociale e delibera a maggioranza assoluta del capitale rappresentato in assemblea e, nei casi previsti dai numeri 4) e 5) del secondo comma dell'articolo 2479 del codice civile, con il voto favorevole dei soci che rappresentano più del 55% (cinquantacinque per cento) del capitale sociale.

L'Assemblea è presieduta, a seconda della strutturazione dell'organo amministrativo, dall'Amministratore Unico, dal più anziano degli amministratori con poteri congiunti o disgiunti o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione. In caso di assenza o di impedimento di questi, l'Assemblea sarà presieduta dalla persona eletta con il voto della maggioranza dei presenti.

**Art. 10. Esercizi sociali.** Gli esercizi sociali si chiudono al 31 (trentuno) dicembre di ogni anno.

Alla chiusura di ciascun esercizio sociale l'organo amministrativo provvede alla compilazione del bilancio di esercizio ed alle conseguenti formalità rispettando le vigenti norme di legge.

Il bilancio deve essere approvato dai soci, entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio ovvero entro centottanta giorni qualora particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società lo richiedano: in quest'ultimo caso peraltro gli amministratori devono segnalare nella loro relazione sulla gestione (o nella nota integrativa in caso di bilancio redatto in forma abbreviata) le ragioni della dilazione.

**Art. 11. Amministrazione.** La società potrà essere amministrata, alternativamente, a seconda di quanto stabilito dai soci in occasione della nomina:

a) da un Amministratore Unico;

b) da un Consiglio di Amministrazione composto da più membri, da un minimo di due ad un massimo di sette membri, secondo il numero che verrà determinato dai soci in occasione della nomina.

c) da due o più Amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti.

Gli amministratori potranno essere anche non soci.

Gli Amministratori resteranno in carica fino a revoca o dimissioni o per quel tempo più limitato che verrà stabilito dai soci all'atto della loro nomina.

Quando nominato, il Consiglio di Amministrazione:

a) viene convocato dal Presidente mediante avviso spedito con lettera raccomandata, ovvero, con qualsiasi altro mezzo idoneo allo scopo (ad esempio fax, posta elettronica), almeno tre giorni prima dell'adunanza e in caso di urgenza con telegramma da spedirsi almeno un giorno prima, nei quali vengono fissate la data, il luogo, e l'ora della riunione nonché l'ordine del giorno. Nel caso di ricorso al fax o alla posta elettronica o ad altro mezzo idoneo allo scopo gli avvisi dovranno essere spediti al numero di fax, all'indirizzo di posta elettronica e/o allo specifico recapito che siano stati espressamente comunicati dagli amministratori medesimi e che risultino da apposita annotazione riportata nel Libro delle decisioni degli Amministratori;

b) si raduna presso la sede sociale o altrove, purché in Italia, o nell'ambito del territorio di Nazione appartenente all'Unione Europea.

Le adunanze del Consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i Consiglieri in carica ed i Sindaci se nominati.

**Art. 12. Gestione e Rappresentanza.** All'Amministratore Unico, a due o più Amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti o al Consiglio di Amministrazione sono attribuiti i più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della società.

Qualora la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione o da più Amministratori con poteri congiunti e/o disgiunti, possono essere adottate dal Consiglio stesso o dai suddetti Amministratori, in luogo dell'assemblea dei soci, le decisioni relative a:

- l'adozione, nel caso di diminuzione del capitale di oltre un terzo in conseguenza di perdite, dei provvedimenti di cui all'art. 2482-bis c.c.;

- l'approvazione del progetto di fusione nei casi ed alle condizioni di cui agli artt. 2505 e 2505 bis del c.c.

Qualora la società sia amministrata da un Amministratore Unico le decisioni relative alle materie di cui al precedente comma 2 sono riservate in via esclusiva all'Assemblea dei soci.

Il Consiglio di Amministrazione può delegare le sue attribuzioni ad uno o più dei suoi membri, determinando i limiti della delega.

All'Amministratore Unico o al Presidente del Consiglio di Amministrazione (e agli eventuali Amministratori delegati nei limiti della delega) sono attribuite la rappresentanza legale della società di fronte ai terzi ed in giudizio e la firma sociale.

Nel caso di nomina di più Amministratori, con poteri congiunti e/o disgiunti la rappresentanza spetta agli stessi in via congiunta o disgiunta a seconda che i poteri di amministrazione, in occasione della nomina, siano stati loro attribuiti in via congiunta ovvero in via disgiunta.

Agli Amministratori, oltre al rimborso delle spese sostenute per l'esercizio delle loro funzioni, potrà essere assegnata una indennità annua complessiva, anche sotto forma di partecipazione agli utili, che verrà determinata dai Soci, in occasione della nomina o con apposita decisione.

Agli stessi potrà altresì essere attribuito il diritto alla percezione di un'indennità di fine rapporto di collaborazione, da costituirsi mediante accantonamenti annuali ovvero mediante apposita polizza assicurativa.

Nel caso la società sia amministrata da un Consiglio di Amministrazione, la remunerazione degli amministratori investiti di particolari cariche è stabilita dal consiglio stesso, sentito il parere del collegio sindacale se nominato. I soci possono anche determinare un importo complessivo per la remunerazione di tutti gli amministratori, inclusi quelli investiti di particolari cariche.

**Art. 13. Utili.** Gli utili annuali saranno destinati in conformità della legge e delle deliberazioni dell'assemblea che approva il Bilancio.

**Art. 14. Versamenti soci.** I versamenti in conto futuri aumenti di capitale effettuati dai soci anche se non in proporzione alle loro quote sociali, sono infruttiferi di interessi, salvo diversa disposizione dell'assemblea dei soci.

La società potrà acquisire dai soci fondi con obbligo di rimborso, alle condizioni e nei limiti stabiliti dalle normative vigenti.

**Art. 15. Collegio sindacale.** Nei casi in cui la legge lo richieda sarà costituito un Collegio Sindacale composto da tre membri effettivi e due supplenti, conformemente al disposto dell'art. 2397 codice civile. Il Presidente del Collegio Sindacale è nominato dai soci, con la decisione di nomina del Collegio stesso.

**Art. 16. Scioglimento e liquidazione.** Lo scioglimento anticipato volontario della società è deliberato dall'Assemblea dei soci con le maggioranze previste per la modifica del presente Statuto. In mancanza di alcuna disciplina in ordine ai poteri dei liquidatori si applica la disposizione dell'art. 2489 codice civile.

**Art. 17. Recesso del socio.** Il diritto di recesso compete a ciascun socio nei soli casi previsti dalla legge.

L'intenzione del socio di esercitare il diritto di recesso dovrà essere comunicata all'Organo Amministrativo mediante lettera raccomandata con Avviso di Ricevimento entro quindici giorni dall'iscrizione nel registro delle Imprese della delibera che legittima il diritto di recesso; se il fatto che legittima il recesso è diverso da una deliberazione da iscriverne al Registro Imprese esso è esercitato entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Le partecipazioni per le quali è esercitato il diritto di recesso non possono essere cedute. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se la società revoca la delibera e/o la decisione che lo legittima, ovvero se l'assemblea dei soci delibera lo scioglimento della società.

**Art. 18. Liquidazione della quota.** I soci che recedono dalla società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione del patrimonio sociale. Esso a tal fine è determinato dagli amministratori a norma dell'art. 2473 del codice civile.

Il rimborso delle partecipazioni per cui è stato esercitato il diritto di recesso deve essere eseguito entro 180 (centottanta) giorni dalla comunicazione del medesimo fatta alla società e può avvenire con le modalità previste dall'art. 2473, quarto comma, del codice civile.

**Art. 19. Clausola compromissoria.** Qualunque controversia, che abbia per oggetto diritti disponibili, tra i soci, i loro eredi e aventi causa e la società circa l'interpretazione, la validità, l'efficacia e l'esecuzione del presente contratto e dei conseguenti rapporti sociali, nonché quelle promosse da amministratori, liquidatori e sindaci ovvero quelle promosse nei loro confronti, ad eccezione di quelle nelle quali la legge preveda l'intervento obbligatorio del pubblico ministero, verrà deferita ad un Collegio Arbitrale composto di tre membri, tutti nominati, su istanza della parte più diligente, dal Presidente del Tribunale nella cui Circonscrizione ha sede la società, il quale ne designerà anche il Presidente.

Il Collegio Arbitrale dovrà decidere, entro 120 (centoventi) giorni dalla nomina, in via rituale e secondo diritto; il Collegio determinerà inoltre come ripartire le spese dell'arbitrato tra le parti.

Si applicano, per quanto espressamente non disposto, le norme del codice di rito in tema di arbitrato rituale e le disposizioni del D.LGS. 17 gennaio 2003, n. 5.

Le modifiche dell'atto costitutivo introduttive o soppressive della presente clausola compromissoria devono essere approvate da tanti soci che rappresentino almeno i due terzi del capitale sociale. I soci assenti o dissenzienti possono, entro i successivi novanta giorni, esercitare il diritto di recesso ai sensi del precedente art. 22.

Per qualunque controversia dovesse sorgere in dipendenza di affari sociali e della interpretazione o esecuzione del presente statuto, e che non sia sottoponibile ad arbitrato, è competente il foro del luogo ove la società ha la propria sede legale.

**Art. 20. Rinvio.** Per quanto non è contemplato nel presente statuto valgono le disposizioni di legge in materia di società a responsabilità limitata.

#### *Dixième résolution*

En remplacement des administrateurs démissionnaires la personne suivante est nommée en qualité de gérant unique de la Société:

- Monsieur Alessandro MALGARA, né le 18 juillet 1974 à Bergamo (BG), Italie et résident à via Pian del Medico, n° 105, I-60035 Jesi (AN), entrepreneur,

lequel mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes de l'exercice social de l'an 2010.

#### *Onzième résolution*

Mandat est donné à FIDUCENTER S.A., aux fins:

- D'opérer toutes formalités nécessaires à la radiation de la société au Registre du Commerce de Luxembourg dès réception de la preuve de l'inscription de la société au Registre du Commerce italien;

- De procéder la clôture du/des compte(s) bancaire(s) de la société.

- De procéder au transfert des soldes desdits comptes bancaires sur un compte à ouvrir au nom de la société désormais de nationalité italienne.

#### *Effet juridique:*

Les résolutions prises aux points 3 à 11 prendront effet à la date d'inscription de la société au Registre de Commerce en Italie.

#### *Douzième résolution*

L'assemblée confère tous pouvoirs à Monsieur Alessandro MALGARA, préqualifié, aux fins d'opérer toutes formalités nécessaires à l'inscription de la société au Registre du Commerce en Italie, avec faculté d'apporter toutes les modifications et signer individuellement tout document nécessaire et utile pour procéder à cette inscription.

135327

*Confirmation*

Le notaire instrumentaire certifie sur la base de l'état patrimonial susvisé que le capital social d'un montant de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) était intégralement souscrit et entièrement libéré lors du transfert de la société vers l'Italie.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'assemblée s'est terminée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: M. Koeune, S. Dupont, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 19 novembre 2010. Relation: LAC/2010/51152. Reçu douze euros Eur 12.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 24 novembre 2010.

Référence de publication: 2010155855/359.

(100179286) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2010.

---

**Alimentar S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3440 Dudelange, 28, avenue Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 78.077.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 15 septembre 2010*

L'assemblée générale décide de renouveler le mandat des administrateurs jusqu'à l'assemblée générale statutaire de 2016:

- Madame Maria Graciete Duarte Rodrigues, demeurant professionnellement au 28, Boulevard Grande Duchesse Charlotte L-3440 DUDELANGE, administrateur

- Madame Miriama Rodrigues demeurant professionnellement au 28, Boulevard Grande Duchesse Charlotte L-3440 DUDELANGE, administrateur

- Monsieur Toni Rodrigues, demeurant professionnellement au 28, Boulevard Grande Duchesse Charlotte L-3440 DUDELANGE, administrateur

Luxembourg, le 15/09/2010.

Pour avis sincère et conforme

Pour ALIMENTAR s.a.

Signature

Référence de publication: 2010154235/20.

(100176693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

---

**BenLomond Corporation S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 112.235.

—  
*Extrait du procès verbal de la décision de l'associé de la Société prise le 15 septembre 2010*

L'associé a décidé de transférer, avec effet au 15 septembre 2010, le siège social de la Société au 49, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Par conséquent l'adresse professionnelle des administrateurs suivants:

- Salvatore Cerchione;

- Mattia Danese,

est aussi transféré au 49, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2010.  
Pour BenLomond Corporation S.à r.l.  
Mattia Danese  
Mandaté à cet effet

Référence de publication: 2010154238/20.

(100176749) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

---

**KBC Asset Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 72.598.

—  
*Extrait de la résolution du Conseil d'Administration du 20 octobre 2010*

Le Conseil d'Administration décide de coopter Monsieur Christiaan Sterckx, résidant professionnellement à l'avenue du port 2, B-1080 Bruxelles, comme administrateur de KBC Asset Management en remplacement de Monsieur Ignace Van Oortegem, démissionnaire.

Fait à Luxembourg le 8 novembre 2010.  
Wouter VANDEN EYNDE / Antoon TERMOTE  
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010154254/14.

(100176810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

---

**BS Real Estate (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 125.870.

—  
*Extrait du procès verbal de la décision des associés de la Société prise le 7 octobre 2010*

Les associés ont décidé de transférer, avec effet au 15 septembre 2010, le siège social de la Société au 49, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Par conséquent l'adresse professionnelle des administrateurs suivants:

- Salvatore Cerchione;
- Mattia Danese,

est aussi transféré au 49, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 octobre 2010.  
Pour BS Real Estate (Lux) S.à r.l.  
Mattia Danese  
Mandaté à cet effet

Référence de publication: 2010154240/20.

(100176741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

---

**BSF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 145.736.

—  
*Extrait du procès verbal de la décision de l'associé de la Société prise le 15 septembre 2010*

L'associé a décidé de transférer, avec effet au 15 septembre 2010, le siège social de la Société au 49, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Par conséquent l'adresse professionnelle des administrateurs suivants:

- Salvatore Cerchione;
- Mattia Danese,

est aussi transféré au 49, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 15 septembre 2010.

*Pour BSF S.à r.l.*

Mattia Danese

*Mandaté à cet effet*

Référence de publication: 2010154241/20.

(100176745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

**Calisson, Société Anonyme.**

Siège social: L-2533 Luxembourg, 69, rue de la Semois.

R.C.S. Luxembourg B 139.832.

Le bilan au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2010.

CALISSON

Société Anonyme

Bruno ABBATE

ADMINISTRATEUR UNIQUE

Référence de publication: 2010154296/14.

(100177620) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

**HAUL, Hellenic American University Luxembourg, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-2172 Luxembourg, 29, rue Alphonse Munchen.

R.C.S. Luxembourg F 8.535.

STATUTS

In the year two thousand and ten, between the undersigned:

1. Christos (Chris) Spirou, Businessman, citizen of Greece, resident of Athens, Greece, Asklipiou 39, Greek Passport No. AB 6090459, Issued in Athens on March 2007

2. Leonidas Koskos, Attorney at Law, Athens Bar Association, citizen of Greece, resident of Athens, Greece, Hippocrates 77, Greek identity no. AB 615025, issued in Athens October 25, 2006

3. Michael B. King, Attorney at Law, New Hampshire Bar Association, citizen of USA, resident of Portsmouth, New Hampshire, 240 Willard Avenue, USA Passport No. 223349066, issued May 4, 2007

Founding members and all who will join later, the following agreement of association is hereby signed and a nonprofit organization (association sans but lucratif) is established with the name "Hellenic American University Luxembourg" referred in the articles of "association" governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, specifically of the law of 21<sup>st</sup> of April 1928, as subsequently amended by the laws of 22<sup>nd</sup> of February 1984 and 4<sup>th</sup> of March 1994 and as provided by the present articles of the Association.

**Title I - Name, Office, Duration, Purpose**

**Art. 1. Legal.** The Association is called HELLENIC AMERICAN UNIVERSITY LUXEMBOURG, non-profit association or abbreviated HAUL, a.s.b.l.

**Art. 2. Headquarters.** The registered office of the Association is established in Luxembourg 29 Rue Alphonse Munchen, L-2172 Luxembourg.

The registered office may be transferred by decision of the Board of Directors in any other place of Luxembourg.

**Art. 3. Period.** The Association is established for an unlimited period of time.

**Art. 4. Mission and Purposes.** The principal objectives mission and purposes for which the association is established are:

To further the goals of the bi-lateral treaty between the United states and the European Union, through trans-Atlantic co-operation of programs, faculty and student exchanges, and joint teaching and research programs.

To provide the highest quality American education which is interculturally-informed, interdisciplinary in nature, and career relevant. To educate students to be global citizens who are solidly grounded in the liberal arts and equipped to contribute to the economic and social development of their communities. To provide research initiatives which advance the creation and dissemination of knowledge in the arts and humanities, social and natural sciences, business, and technology.

Purposes:

Provide the best American university education for its students, thereby enhancing their ability to engage in careers that contribute to community and business development.

Develop well-rounded individuals who are conversant with both the conventions and basic knowledge of disciplines other than their own and with the interrelations between these disciplines

Enable students to contribute to global understanding and socioeconomic development by providing them with intercultural communication skills.

Educate students to take leadership roles in their own communities and the larger global community by distilling among students a sense of social responsibility and public service.

Develop lifelong learners by creating a stimulating learning environment that fosters intellectual inquiry and promotes habits of critical thinking

Cultivate a stimulating learning environment in which career practices are informed by the highest standards of scholarly theory and principles of ethical behavior.

Serve as a center of intellectual and practical excellence in the region, where teaching, scholarship, and practice are integrated.

Facilitate and promote close co-operation with the campuses of Hellenic American University (New Hampshire, USA, Athens, Greece, or elsewhere), with the state university of Luxembourg, with other European universities, with American universities, as well as with other colleges, universities, conservatories, libraries, museums, and cultural institutions.

Initiate, promote, and support faculty and student research, applied research, advanced scholarship, and creativity in Europe, the United States, and jointly among United States and European Union institutions of higher education, governmental USA or European Union Institutions, agencies, entities or bodies of any legal form. To research and participate in research programs or research activities of state or private bodies, Universities, research centers, unions, located in Luxembourg or any other country of the European Union, in U.S.A., in Australia, in Jordan, in Lebanon, in Israel, in Libya, in Egypt, in Turkey and in other countries. To research and participate in research programs of state, of entities of supranational character or federal bodies of the European Union or the USA. The University will be able to cooperate with any other capacity (coordinator, cooperative organization, etc.) with profit and non-profit entities in the frame of cooperative formations, joint ventures, or other forms of research initiative.

Cultivate the values of diversity, sustainability, internationalism, and integrity.

To offer degree programs currently recognized by the Postsecondary Education Commission (PEC) of the state of New Hampshire as well as other degrees and programs that are approved by the same Commission, including:

- Associate of Science in Enterprise Network Administration
- Bachelor of Arts in English and Language and Literature
- Bachelor of Music with concentrations in Music Performance, and Music Theory and Composition
- Bachelor of Science in Business Administration, without major, and with majors in Finance, Marketing and Information Technology
- Bachelor of Science in Information Technology
- Bachelor of Science in Psychology
- Master of Business Administration, including Professional Master of Business Administration
- Master of Science in Information Technology
- Master of Arts in Applied Linguistics
- Master of Arts in Translation
- Master of Arts in Conference Interpreting
- Master of Science in Psychology
- Ph.D. in Applied Linguistics with concentrations in Discourse in English Language Teaching, Testing, or Translation/ Interpreting.

Seek accreditation from the state of Luxembourg, as well as accreditation by other accreditation bodies in the United States or in the European Union or elsewhere.

Seek cooperation in research and teaching with Luxembourg State University

Cultivate relations and facilitate personal contacts among students, faculty, and administrators of Hellenic American University Luxembourg (HAUL) as well as other persons interested in the goals and activities of the Hellenic American University community at large.

To develop and promote close contacts with European University and accreditation bodies, American Higher Education Institutions and associations such as New Hampshire College and University Council and American Accreditation Institutions.

Organize special arts and culture events in the context of academic, social and community programs of Hellenic American University Luxembourg, including lectures, workshops, conferences, readings, cultural events, book fairs and exhibitions.

Cooperate with Centers of Postsecondary Education which operate in Greece or elsewhere

Participate in the capital formation or the administration of other Centers of Postsecondary Education (KEME) in Greece or elsewhere.

Sign franchise or validations agreements in any capacity (franchisor, franchisee, validating or validated institution etc.) with any educational institution in Europe, USA or elsewhere.

## **Title II - Members, Admission, Resignation, Exclusion**

**Art. 5. Members.** The minimum number of members of the association may not be less than three.

The founding members are those whose names appear at the beginning of the Status. Upon registration of this Status, the founding members shall be replaced by the members set forth in Article 6.

**Art. 6. Admissions.** Any person wishing to become a member of the Association shall apply in writing to the Board of Directors at the registered address of the Association. Only current elected members, or subsequently elected members, of the Board of Trustees of Hellenic American University, Inc (USA) including the ex officio members of same Board, namely the President and the Executive Vice President, are eligible to be members of the Association. Upon the expiration of their term as such trustee, or resignation, they shall be deemed to have resigned as a member of the Association.

Following registration of this Status, the initial members shall be:

1. Kostas Alexakis

Businessman

305 West Monument Street, Suite 305

Baltimore, Maryland 21201

2. Nicholas Christodoulopoulos

Businessman

Dimitros 20, 14671

Nea Erythrea, Greece

3. Lou D'Allesandro

New Hampshire State Senator

332 St. James Ave

Manchester, New Hampshire 03102-4950

4. Eleanor Dunfey-Freiburger

Professor, Ethics and Civic Engagement

Southern New Hampshire University

2500 North River Road

Manchester, NH 03106-1045

5. Richard Gustafson

Chancellor, Community College System of NH

31 College Drive

Concord, NH 03301-7412

6. William Kanteres

Principal, Kanteres Real Estate

36 Salmon Street,

Manchester, New Hampshire 03104

7. Leonidas Koskos

Attorney at Law

77 Hippocrates Street

10680 Athens, Greece

8. Joan Menard

State Senator, Massachusetts State House

24 Beacon Street, Room 216

Boston, Massachusetts 02133

9. C. Thomas McMillen

Principal, Secure America Acquisition, Corp.

1005 North Glebe Rd., Suite 550

Arlington, VA 22201

10. Nicholas Mitropoulos

The Monitor Company

- 9 Coolidge Hill Road  
Cambridge, Massachusetts 02138
11. Harold C. Pachios  
Attorney/Partner, Preti, Flaherty, Beliveau & Pachios  
One City Center  
Portland, Maine 04101
12. Steven C. Panagiotakos  
Attorney at Law  
191 Sanders Ave  
Lowell, MA 01851
13. Maria Pappas  
Treasurer, Cook County, Illinois  
Cook County Treasurer's Office,  
Building Room 212, 118 North Clark Street,  
Chicago Illinois 60602
14. George Roussos  
Attorney/Partner Orr & Reno  
P.O. Box 3550  
Concord, New Hampshire 03301
15. Artemis P. Simopoulos, M.D.  
2001 S Street, N.W. Suite 530  
Washington, D.C. 20009
16. Christos (Chris) Spirou  
Businessman  
39 Asklipiou Street  
10680 Athens, Greece

The Board of Directors may recommend members to be admitted, or continue to be eligible to remain as a member.

Decisions regarding the admission of new members, eligibility of members, or removal of members shall be determined by the General Assembly.

Such a decision shall be communicated to the applicant/member in writing.

**Art. 7. Resignations.** Upon fifteen days notice in writing to the Board of Directors at the headquarters of the Association any member of the Association may withdraw from the Association. Termination of any member shall be deemed when he or she is no longer eligible to serve under the terms or this agreement including subparagraph 6, above.

**Art. 8. Exclusions.** The General Assembly of the Association is the only authority which can expel a member and only by a two-thirds majority vote of those members present and voting. However, the Board of Directors may suspend any member who violates the Status of the Association seriously, pending a resolution of the Assembly to confirm the action as provided in this paragraph. If such a resolution fails to achieve a two-thirds majority vote of those members present and voting the suspension shall be lifted.

Current, excluded or resigned members have no rights to the social funds of the Association or to its assets.

**Art. 9. Cotisations.** The membership fee is set annually by the Board of Directors. This fee will no exceed 1000 €. The amount is adjusted annually by the Board of Directors at the beginning of the fiscal year.

### Title III - General Assemblies

**Art. 10. Composition and Responsibilities.** The General Assembly consists all the members of the Association.

The General Assembly, by resolution, has the exclusive right (but not limited) to:

- The amendment of the articles of the status;
- To Appoint, revoke and dismiss members of the Board of Directors, as well as members of the Association;
- Approval of the annual fund accounts and budgets; and
- The dissolution of the Association.

**Art. 11. Annual General Assembly.** Each year, during the month of May or June, an Annual General Assembly will be held in Luxembourg, or other designated location. Time, date and location shall be set by the Board of Directors and specified in the notice of meeting.

At the Annual General Assembly, the Board shall report on the activities, expenditures and receipts for the past year and propose a budget for the following year. The General Assembly hears the reports of directors and discusses the

annual accounts. Following the adoption of the annual accounts, of the previous year, the General Assembly may decide by majority vote to discharge the directors of the Association. This discharge is valid only if the annual accounts contain no omissions or false information concealing the actual situation of the Association and for acts done outside the status, unless they are specifically indicated in the meeting notice.

**Art. 12. Special General Assemblies.** Whenever the interests of the Association so require, the Board of Directors may convene a Special Assembly. Special Assemblies shall also be convened when a fifth of the members so request in writing to the Board of Directors. The Assembly shall be convened within thirty days of such request with a specific agenda.

**Art. 13. Notice of Meetings.** Each member shall receive notice of General Assembly meetings, by letter, fax or e-mail from the Board of Directors, at least thirty days before the holding of the General Assembly.

Notice requirements, including, but not limited to, specific agenda requirements, may be waived only by written unanimous consent all members of the Association.

Any proposal signed by at least one of the members submitted in writing to the Chair of the Board at the registered office of the Association at least 10 days before the Meeting, must be added to the agenda.

**Art. 14. Chair.** The Assembly is chaired by the Chairman of the Board of Directors. In his absence by the Vice-Chairman shall serve as Chair and in his absence the Secretary shall serve as Chair.

The Chairman shall appoint one member of the Assembly, as Secretary, if necessary.

**Art. 15. Quorum and Majority.** The Assembly shall be valid whatever the number of members present or represented. Decisions are taken by majority vote of members present or represented by an express mandate.

Any member may attend meetings of the Assembly by telephone conference or other equivalent means of communication allowing all persons participating in the meeting to listen other people present. Participating in meeting through such a method is equivalent to personal participation in the Assembly.

However, the Assembly may validly decide for an amendment of the Articles only upon two thirds of members being present and two thirds voting affirmatively. If two thirds of the members are not present or represented at the first meeting, a second meeting may be convened. The assembly can deliberate whatever the number of members present or represented. In this case, the decision will however be subject to the certification of the civil court.

A modification of the object (mission and purposes) of the Association is valid only under the conditions laid down by the Act of April 21, 1928 on asbl

**Art. 16. Voting Rights.** Each member has equal voting power in the Assembly and resolutions are taken by majority of members present or represented.

Representation is permitted only between members, and when authorized in writing by the absent member. The General Assembly votes by secret ballot only when people are impeached and each time when it is requested by one quarter of the members present or represented.

**Art. 17. Minutes.** The deliberations of the General Assembly contained in a report shall be signed by the Secretary and communicated to members in writing. Acceptance of the minutes by the General Assembly shall be considered at its next meeting, or by unanimous written consent.

Excerpts are provided to third parties only if there is a legitimate cause. These third parties must Submit a reasoned request in writing to the Board of Directors.

#### **Title IV - Board of Directors**

**Art. 18. Composition.** The Association shall be governed by a Board of Directors composed of at least three members, elected by the members of the Association. Membership in the association is not required to serve as a director. The Board of Directors may appoint members of the Board to hold the office of and perform the duties as Chairman, Vice Chairman, Secretary and Treasurer.

Initial Members of the Board of Directors are as follows, for a term to expire upon the first ordinary, extraordinary, or special General Assembly meeting:

1. Christos (Chris) Spirou, Chairman, Delegate General

Businessman, citizen of Greece, Greek Passport No. AB 6090459, issued in Athens on March 2007, resident of Athens, Greece, Asklipiou 39

2. Leonidas Phoebus Koskos, Vice Chairman-Delegate General

Attorney at Law, Athens Bar Association, citizen of Greece, Greek identity no. AB 615025, issued in Athens October 25, 2006 resident of Athens, Greece, Hippocrates 77

3. Dimitris Zois, Member

Economist, citizen of Greece, Greek Passport No. AB 2341635, resident of Luxembourg, 29 Rue Alphonse Munchen, L-2172 Luxembourg

**Art. 19. Appointment of directors.** The directors are appointed by the General Assembly for a term fixed by the General Assembly and not exceeding 5 years.

While the minimum number of directors shall be 3, the General Assembly may increase the number of directors at its discretion by majority vote, or by the election of additional directors..

Persons seeking to be appointed to the Board of Directors, shall send their application in writing to the headquarters of the Association not later than thirty days before the date of the Annual General Assembly, or in the initial instance, 15 days prior to a meeting to be held following the formation of the Association.

General Assembly notices shall include the names and functions of candidates for the director positions.

**Art. 20. Vacancy - Resignations - Revocations.** The General Assembly, after approval of the Board of Trustees of Hellenic American University U.S.A. or its Executive Committee, may revoke the mandate of a director, at any time.

In case of vacancy or resignation of a director, the other directors may appoint a temporary successor whose appointment must be ratified at the next General Assembly, or replaced with a new member at the discretion of the General Assembly.

**Art. 21. Meeting of the Board of Directors.** The Board of Directors meets as often as the interests of the Association so require, but at least once a year, wherever and whenever convened by its Chairman, or upon written request two of its members, within thirty days of such request. This request must indicate the proposed agenda, which can be supplemented by the Chairman.

Notices shall be sent at least thirty days before the meeting, by letter, fax or e-mail.

In case of physical absence of the majority of the members of the Board of Directors, absent members may be represented by another member of the Board under a specific written mandate. The presence or representation of at least half the members of the Board of Directors is required for validity of the quorum (50% of the Directors). In the event that a quorum is not reached at the first meeting, a second meeting may be convened, with notice, at which it may deliberate with whatever the number of members present or represented.

Decisions are taken by simple majority vote. In the event of a tie vote, the President's vote prevails.

Notice requirements may be waived by written unanimous consent of all of the directors.

Any director may attend meetings of the Board of Directors by telephone conference or other equivalent means of communication allowing all persons participating in the meeting to listen other people present. Participating in a meeting through such a method is equivalent to personal participation.

The proceedings of the Board of Directors shall be recorded in the minutes,, signed by the Chairman of the Board of Directors or by two Directors forwarded to each member of the General Assembly, within 10 days of the meeting, and submitted for acceptance at the next Board of Directors meeting, or by written unanimous consent.

**Art. 22. Powers.** The Board of Directors manages the affairs of the Association and represents it in all judicial and extrajudicial acts, consistent with the direction and approval of the General Assembly. It may, under its responsibility, delegate its powers to one or more of its members or to a third person not been member.

Member or Members of the Board appointed as General Delegate have the authority to exercise all the powers of the Board. The Board of Directors may, unanimously, pass resolutions by circular when expressing its consent in writing, by fax or other means of communication, the circular to be approved in writing. This process is recorded in a report that includes the resolution and it must be signed and dated by each Director.

Vis-à-vis third parties, the Association shall be bound by the agreement and the joint signatures of all directors or the signature of one of the General Delegates.

The Board shall submit annually, for the approval of the General Assembly, the annual financial accounts and the budget for next year.

The Board of Directors has the broadest powers. The only excluded acts from its jurisdiction are those restricted by law to the General Assembly, or these Articles.

The Board of Directors appoints and dismisses the Association staff and sets their responsibility and remuneration.

The Board may, after consultation with members, establish where it is required, and for whatever reason, rules for the proper functioning of the association and the attainment of its objectives. It is understood that in case of conflict between the rules made under this power and the rules of the status, the latter shall prevail.

**Art. 23. Delegation of powers.** The Board of Directors may delegate its responsibilities to one or more directors, to one of the members of the Association or even to a person not a member of the association.

**Art. 24. Compensation.** Members of the Board of Directors shall not receive any remuneration for the functions entrusted to them. Reimbursement of expenses is possible on the reservation that they are reasonable, and they are incurred for the purposes of the Association, and that evidence been produced.

## Title V - Fiscal Year

**Art. 25.** The fiscal year starts January 1<sup>st</sup> and ends December 31<sup>st</sup> coinciding with the calendar year. Nonetheless by exemption the first fiscal year starts from the date of establishment of the present association and end December 31<sup>st</sup> 2011.

## Title VI - Dissolution and Liquidation

**Art. 26. Convening the General Assembly.** The General Assembly called to decide on the dissolution of the Association shall be convened specially for this purpose. Notices shall be sent to all members thirty days in advance of the meeting.

**Art. 27. Quorum and Majority.** The Assembly may dissolve the Association only upon two-thirds of its members being present and a two thirds vote of those present for dissolution. If this condition is not met, a second meeting may be convened. This meeting can validly deliberate regardless of the number of members present or represented. Its decision to dissolve, however, must be subject to the certification of the civil court.

**Art. 28. Liquidators.** In case of voluntary dissolution of the Association, the General Assembly appoints one or more liquidators and specify their responsibilities.

**Art. 29. Transfer of assets.** In case of dissolution, voluntary or court ordered, whenever the actual time of the dissolution and for whatever reason, the assets will be transferred to Hellenic American University, Inc., in New Hampshire, U.S.A.

**Art. 30. General Provisions.** For everything that is not provided herein, reference is made to the provisions of the Act of April 21, 1928 on associations and foundations.

## Title VII - Interim Provisions

**Art. 31. Temporary Authorization.** Pending the initial General Assembly meeting and election of an ongoing Board of Directors, Director Dimitris Zois, Economist, citizen Greece, resident of Luxembourg, 29 Rue Alphonse Munchen, L-2172 Luxembourg, passport AB 2341635 is authorized and shall have the limited power to bind the Association to participate in a union of persons, or other entity, for the purpose of the submitting an application to the Ministry of Education in Greece for an Establishment License of a Center for Postsecondary Education (KEME), provided that Hellenic American University, Inc. (USA) is among the participants of same union of persons or entity.

Signed in this 16<sup>th</sup> day of November, 2010.

Christos (Chris) Spirou / Leonidas Koskos / Michael B. King.

Référence de publication: 2010154251/333.

(100176541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

---

### **Affiliated Computer Services Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 114.263.

In the year two thousand and ten, on the fifth day of November.

Before us Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem.

There appeared:

“Xerox European Funding LLC”, a company incorporated under the laws of the United States of America and having its registered office at 45, Glover Avenue, CT 06856-4505 Norwalk, Connecticut, United States of America, and recorded under registration number 4387566 with the State of Delaware,

here represented by Mr. Gaetan Piedboeuf, licencié en droit, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 23 September 2010,

which proxy, after having been signed “ne varietur” by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole member of “Affiliated Computer Services Holdings (Luxembourg) S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1931 Luxembourg, 13-15, Avenue de la Liberté, recorded with the Luxembourg Trade and Companies’ Register under section B number 114263, incorporated pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, at that time notary residing in Luxembourg, on 10 February 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 12 May 2006, number 932. The articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, on 16 March 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 15 June 2006, number 1164 (hereafter the “Company”).

The appearing party representing the entire share capital, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

135336

### Agenda

1. Change of the financial year of the Company in order for it to start on the first of January of each year and to end on the thirty-first of December of the same year;
  2. Subsequent amendment of articles 20 and 21 of the articles of association of the Company.
- The appearing party, representing the entire share capital, took the following resolutions:

#### *First resolution:*

The sole member decides to change the financial year of the Company in order for it to start on the first of January of each year and to end on the thirty-first of December of the same year.

The financial year having started on 1 July 2010 will thus end on 31 December 2010.

#### *Second resolution*

As a consequence of the above resolution, the sole member resolves to amend articles 20 and 21 of the articles of incorporation of the Company which shall be read as follows:

“ **Art. 20.** The Company’s year commences on the first day of January of each year and ends on the last day of December of the same year.”

“ **Art. 21.** Each year on the last day of December, the accounts are closed and the manager(s) prepare an inventory including an indication of the value of the Company’s assets and liabilities. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company’s registered office.“

Whereof this deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing person, this deed is worded in English, followed by a German version; upon request of the same appearing proxyholder of the appearing person and in case of divergences between the English and the German texts, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing party known to the notary, such person signed together with the notary this deed.

### **Es folgt die deutsche Übersetzung:**

Im Jahre zweitausendzehn, den fünften November.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, Zivilrechtsnotar, Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg,

Ist erschienen:

Xerox European Funding LLC, eine nach dem Recht der Vereinigten Staaten von Amerika gegründete und bestehende Gesellschaft mit Geschäftssitz in 45, Glover Avenue, CT 06856-4505 Norwalk, Connecticut, Vereinigte Staaten von Amerika, eingetragen unter der Registriernummer 4387566 im Staat Delaware,

hier vertreten durch Herrn Gaetan Piedboeuf, licencié en droit, berufsansässig in Luxemburg, durch Vollmacht, erteilt am 23. September 2010, die, nach Unterzeichnung „ne varietur“ durch den Vollmachtinhaber und den unterzeichneten Notar, dieser Urkunde als Anlage beigefügt wird, um mit derselben registriert zu werden.

Die erschienene Partei ist der alleinige Gesellschafter von „Affiliated Computer Services Holdings (Luxembourg) S.à r.l.“, einer société à responsabilité limitée mit Geschäftssitz in L-1931 Luxemburg, 13-15, Avenue de la Liberté, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter Sektion B Nummer 114263, gegründet gemäß Urkunde des Notars André-Jean-Joseph Schwachtgen, damals Notar mit Amtssitz in Luxemburg, am 10. Februar 2006, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 12. Mai 2006, Nummer 932.

Die Statuten wurden zum letzten Mal geändert gemäß Urkunde des Notars André-Jean-Joseph Schwachtgen, am 16. März 2006, veröffentlicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 15. Juni 2006, Nummer 1164 (nachfolgend, die „Gesellschaft“).

Die erschienene Partei, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, hat den unterzeichneten Notar gebeten, die Tagesordnung der Versammlung wie folgt zu beurkunden:

#### *Tagesordnung:*

1. Abänderung des Geschäftsjahres der Gesellschaft, damit dieses am einunddreißigsten Januar jeden Jahres beginnt und am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres endet;
2. Nachfolgende Abänderung der Artikel 20 und 21 der Statuten der Gesellschaft.

Die erschienene Partei, die das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, hat das Folgende beschlossen:



*Erster Beschluss:*

Der alleinige Gesellschafter beschließt, das Geschäftsjahr der Gesellschaft abzuändern, damit dieses am einunddreißigsten Januar jeden Jahres beginnt und am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres endet.

Das am 1. Juli 2010 begonnene Geschäftsjahr wird daher am 31. Dezember 2010 enden.

*Zweiter Beschluss:*

Als Folge des vorangehenden Beschlusses, beschließt der alleinige Gesellschafter, Artikel 20 und 21 der Statuten der Gesellschaft abzuändern, welche von nun an wie folgt lauten sollen:

“ **Art. 20.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar eines jeden Jahres und endet am letzten Tag des Monats Dezember desselben Jahres.

**Art. 21.** Am letzten Tag des Monats Dezember jeden Jahres werden die Konten geschlossen und der oder die Geschäftsführer stellen ein Inventar auf, in dem sämtliche Vermögenswerte und Verbindlichkeiten der Gesellschaft aufgeführt sind. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.“

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg, zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache kundig ist, stellt hiermit fest, dass auf Ersuchen des Vollmachtinhabers der erschienenen Partei diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Ersuchen desselben Vollmachtinhabers der erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Nachdem die Urkunde dem Vollmachtinhaber der erschienenen Partei, der dem Notar bekannt ist, vorgelesen worden ist, hat dieser zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Gezeichnet: G. PIEDBOEUF, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 8. November 2010. Relation: EAC/2010/13560. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.-EUR).

*Der Einnehmer ff. (gezeichnet): M.-N. KIRCHEN.*

Référence de publication: 2010155256/99.

(100179141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2010.

**Old Rise Real Estates S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 46.046.

*Extrait de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue à Luxembourg le 17 novembre 2010*

*Sixième résolution:*

L'assemblée générale décide de remplacer le commissaire aux comptes Vincenzo Bosco par la société Finsev SA, avec siège social au 5, Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Le mandat du nouveau commissaire aux comptes prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2013.

Luxembourg, le 17 novembre 2010.

Pour copie conforme

*Pour le conseil d'administration*

Xavier Mangiullo

*Administrateur*

Référence de publication: 2010154261/18.

(100176765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

**Bischelbach-Majeres S.A. (BISMA SA), Société Anonyme.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 31, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 156.833.

## STATUTS

L'an deux mille dix, le seize novembre.

Par-devant Maître Jean Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

Ont comparu:

1) Monsieur Ferdinand BISCHELBACH, né à Luxembourg, le 13 mai 1925, demeurant au 4, rue François Baclesse, L-1208 Luxembourg,

2) Madame Margot BISCHELBACH-MAJERES, née à Ettelbrück, le 5 juin 1926, demeurant au 4, rue François Baclesse, L-1208 Luxembourg.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

### **Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

#### **Art. 1<sup>er</sup>.**

Il est formé une société anonyme sous la dénomination de

«BISCHELBACH-MAJERES S.A. (BISMA SA)».

Le siège social est établi à Luxembourg-Ville.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

#### **Art. 3.**

La durée de la société est illimitée.

#### **Art. 4.**

La société peut acquérir pour son propre compte par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

#### **Art. 5.**

Le capital social est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

### **Administration - Surveillance.**

#### **Art. 6.**

La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révoquables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

#### **Art. 7.**

Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

#### **Art. 8.**

Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou téléfax.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 9.**

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

**Art. 10.**

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, la société sera engagée par sa seule signature.

**Art. 11.**

La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

**Année sociale - Assemblée générale.**

**Art. 12.**

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 13.**

Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.**

L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.**

L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.**

L'assemblée générale annuelle se réunit, le deuxième lundi du mois de juin à 11.00 heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.**

La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

*Dispositions transitoires.*

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille dix.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en deux mille onze.

*Souscription et Libération.*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1) Monsieur Ferdinand BISCHELBACH, préqualifié, CINQUANTE actions . . . . .	50
2) Madame Margot BISCHELBACH-MAJERES, préqualifiée, CINQUANTE actions . . . . .	50
TOTAL: CENT actions . . . . .	100

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (31.000.- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

*Déclaration.*

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26, 26-3 et 26-5 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

*Estimation des frais.*

Les parties évaluent le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, à la somme de mille euros.

*Assemblée générale extraordinaire.*

Et à l'instant les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires à un (1).
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
  - a) Monsieur Ferdinand BISCHELBACH, né à Luxembourg, le 13 mai 1925, demeurant au 4, rue François Baclesse, L-1208 Luxembourg,
  - b) Madame Margot BISCHELBACH-MAJERES, née à Ettelbrück, le 5 juin 1926, demeurant au 4, rue François Baclesse, L-1208 Luxembourg.
  - c) Monsieur Joë LEMMER, né à Luxembourg, le 10 mai 1971, demeurant professionnellement au 31, Grand-rue, L-1661 Luxembourg.
- 3) Est appelé aux fonctions de commissaire:  
Monsieur Sylvain KIRSCH, né à Luxembourg, le 8 avril 1956, demeurant au 25, rue des Aubépines, L-1145 Luxembourg.
- 4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2016.
- 5) Le siège social est fixé au 31 Grand-Rue, L-1661 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. BISCHELBACH, M. BISCHELBACH-MAJERES, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 novembre 2010. Relation: EAC/2010/14132. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010155295/144.

(100179176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2010.

---

**Pegaso Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 119.008.

*Extrait du procès verbal de la décision de l'associé de la Société prise le 15 septembre 2010*

L'associé a décidé de transférer, avec effet au 15 septembre 2010, le siège social de la Société au 49, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Par conséquent l'adresse professionnelle des administrateurs suivants:

- Salvatore Cerchione;
- Mattia Danese,

est aussi transféré au 49, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 septembre 2010.

*Pour Pegaso Finance*

*Mattia Danese*

*Mandaté à cet effet*

Référence de publication: 2010154263/20.

(100176737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

---

**Prime Investment Limited S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.-P. Pescatore.  
R.C.S. Luxembourg B 124.196.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue à Luxembourg en date du 21 juin 2010 que:

1. La démission de Monsieur Henri Vanherberghen, demeurant à 78, rue A. Asselbergs, B- 1180 Bruxelles, Belgique, en tant que Commissaire aux Comptes est acceptée.
2. La nomination de Monsieur Michel Theys, demeurant à 28, Vieux Chemin du Poète, B- 1301 Bierges, en tant que Commissaire aux Comptes est acceptée. Son mandat commence ce 21 juin 2010 et prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2013.

Fait à Luxembourg, le 18 novembre 2010.  
Pour PRIME INVESTMENT LTD S.A.

Signatures

Référence de publication: 2010154265/18.

(100176787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

---

**Erco Investissements S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 84.886.

—  
CLÔTURE DE LIQUIDATION

Par jugement rendu en date du 11 novembre 2010, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, après avoir entendu le juge-commissaire en son rapport oral, le liquidateur et le Ministère Public en leurs conclusions, a déclaré closes pour absence d'actif les opérations de liquidation de la société suivante:

- ERCO INVESTISSEMENTS s.a. (B 84886) dont le siège social à L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse, a été dénoncé en date du 31 décembre 2006

Le même jugement a mis les frais à charge du Trésor.

Pour extrait conforme  
Me Marguerite RIES  
Le liquidateur

Référence de publication: 2010154319/16.

(100177546) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**Stepstone Acquisition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 408.550,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 49, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 143.982.

—  
*Extrait du procès verbal de la décision des associés de la Société prise le 29 octobre 2010*

Les associés ont décidé de transférer, avec effet au 29 octobre 2010, le siège social de la Société au 49, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Par conséquent l'adresse professionnelle de l'administrateur suivant:

- Mattia Danese,

est aussi transféré au 49, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 octobre 2010.  
Pour Stepstone Acquisition S.à r.l.

Mattia Danese  
Mandaté à cet effet

Référence de publication: 2010154266/19.

(100176757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

---

**LANZA, The Luxembourg, Australia & New Zealand Association, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-6991 Rameldange, 10, rue du Rham.

R.C.S. Luxembourg F 8.537.

—  
STATUTES

The Founding Members:

- Ross Main, Australian & British, Banker, 10 rue du Rham. Rameldange. Luxembourg
- Martin Davis, New Zealander, Rugby Coach, 6A rue du Luxembourg, Frisange. Luxembourg
- Denis William Greenslade, New Zealander & Irish, Retired Manager, Bergstrasse 18. Perl. Germany
- Ciaire Weyland, Luxembourgish, Translator, 4 Thorrington Road, Cashmere. Christchurch. New Zealand
- Stephane Williot, Australian & Belgian, Bank Employee, 17/A34 rue du Marché aux Fleurs. Arlon. Belgium.

have formed amongst themselves and amongst all those who will join them subsequently a non-profit association (association sans but lucratif, A.s.b.l.), which they desire to incorporate in conformity with the Law of 21<sup>st</sup> April 1928 as modified, to be governed by the Statutes set out below:

1. The name of the association shall be THE LUXEMBOURG, AUSTRALIA & NEW ZEALAND ASSOCIATION, abbreviated LANZA (hereinafter referred to as «LANZA»), a non profit-making organisation, with its registered office in the Grand Duchy of Luxembourg (therein after referred to as «Luxembourg») at 10 rue du Rham, Rameldange, Luxembourg L-6991.

2. The object of LANZA shall be to act as a focal point for persons of any nationality with an association with Australia and/or New Zealand and/or a Nation/Territory of Oceania, who were, are or intend to be resident in Luxembourg or resident in the regions of France, Germany or Belgium, bordering Luxembourg. To this end LANZA shall foster and promote such activities as shall be of interest to LANZA members, including but not limited to:

- (a) Initiate, organise, motivate, promote and support events;
- (b) Identify and explore new opportunities, contacts and developments for its members;
- (c) Assist and support its members and provide them with information, and;  
RCS\_L100176866.02
- (d) Initiate, organise and promote the development of inter-cultural links and exchanges in whatever form.
- (e) Provide representation of LANZA members to Le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg

3. LANZA has no religious, political or ideological affiliations.

4. LANZA is created for an unlimited duration. It may be dissolved within the conditions prescribed by the Statutes.

5 The Committee decides whether to accept a prospective member's written application. The Committee's decision is final.

6. Each member of LANZA is restricted to one vote per member.

7. Members of LANZA may terminate their membership at any time by tendering their resignation in writing (by letter or by email). A member is deemed to have resigned if the subscription has not been paid three months from the day it was due.

8. Membership may be terminated by majority vote of the Committee. The decision to terminate membership may be appealed if the appeal is supported by at least four(4) additional members.

9. Members who have resigned or who have been excluded may not damage the interests of LANZA and have no claim upon its assets or claim reimbursement of paid subscription.

10. The annual subscription is established by the General Meeting. It is not to exceed EURO 100 (one hundred Euros).

11. The General Meeting, to include all members, will be convened by the Committee once a year, and an extraordinary General Meeting will be convened whenever the Committee requires it or when one fifth of the members submit a written request to the Committee.

12. The Meeting will be convened by written notice at least 21 days before the proposed date of the Meeting.

13. Members should attend the General Meeting in person, or be represented by another member by proxy.

14. Any written proposal which has been signed by at least one twentieth of members according the latest membership list must be included on the agenda. No decision can be taken on a matter which is not on the agenda.

15. The following must be decided by a General Meeting:

- (i) amendment to the Constitution;
- (ii) election and resignation of officers and statutory auditor;
- (iii) approval of the budget and accounts;
- (iv) approval of the annual membership fee;
- (v) dissolution of LANZA.

16. An amendment to the Constitution can be considered, provided that a) the amendment has been set out in the convocation to a General Meeting and b) two thirds of the members are present or represented at the General Meeting.

An amendment may be adopted if voted by a majority of two thirds of the members. If two thirds of the members are not present or represented at the first meeting, then a second meeting is convened, which can consider amendments however many members are present or represented.

If the amendment concerns one of the objects of LANZA, or the dissolution of LANZA, the following procedure is to be followed:

- (i) the second meeting is only legally constituted if at least half the members are present or represented;
- (ii) decisions cannot be approved at either meeting unless voted by a majority of three quarters of the members present or represented.

17. If technically feasible, votes of members can be casted electronically without the member being present at a meeting. In such an event, a deadline for casting votes shall be observed (30 minutes before the scheduled start of the meeting). Counting of votes should be independently verified.

18. Members are informed of the decisions of the Meeting by a regular information sheet.

19. LANZA will be administrated by a Committee elected for a period of one year. The Committee is composed of a Chairperson and at least two other members elected by a simple majority at the General Meeting. If a Committee of three (3) members cannot be fulfilled for whatever reason, it is the role of founding members and/or the incumbent Chairperson to ensure that the o of the Committee remains effective.

20. The Committee may pass internal rules as required from time to time where these do not conflict with the law as stated. The internal rules will be presented at the Annual General Meeting to enable members to vote thereon.

21. The Committee will carry out the instructions it receives from the General Meeting pursuant to the objects of LANZA. It will administer LANZA's finances and will be responsible for the production and distribution of an information sheet.

22. The Committee represents LANZA in communications with third parties. The Committee shall act in the best interest of LANZA when representing LANZA to third parties.

23. The Committee will submit annually for the approval of the General Meeting the accounts for the previous year and the budget for the following year. The financial year begins on 1<sup>st</sup> October every year. The accounts are closed at 30th September and submitted to the General Meeting with the Auditors Report.

24. If LANZA is dissolved its assets shall be donated to a Luxembourg charity.

25. A list of members is made up every year in the month of September, indicating the changes which have taken place.

26. The assets of LANZA are:

- (i) members' subscriptions;
- (ii) subsidies and grants;
- (iii) donations;
- (iv) bank accounts;
- (v) office equipment;
- (vi) such movable or immovable property as is, from time to time, considered necessary for the conduct of LANZA's business;
- (vii) websites and associated technologies, and;
- (viii) logo(s) and associated brand(s)

27. All functions exercised within the aegis of LANZA are voluntary and will not be remunerated.

28. The présent and future law of Luxembourg as regards the Associations sans but lucratif will be applicable in any situation not covered by the foregoing.

Drawn up in Luxembourg on Tuesday 19<sup>th</sup> October 2010 by the Founding Members.

## SATZUNG

Die Gründungsmitglieder

- Ross Main, Australian & British, Banker 10 rue du Rham, Rameldange, Luxemburg
- Martin Davis, New Zealander, Rugby Coach, 6A rue du Luxembourg, Frisange, Luxemburg
- Denis William Greenslade, New Zealander & Irish, Retired Manager, Bergstrasse 18, Perl, Deutschland
- Claire Weyland, Luxembourgish, Translator, 4 Thorrrington Road, Cashmere, Christchurch, New Zealand
- Stephane Williot, Australian & Belgian, Bank Employee, 17/A34 rue du Marche aux Fleurs, Arlon, Belgium

haben beschlossen, für sich und alle, die sich ihnen nachfolgend anschließen, einen gemeinnützigen Verein (Association sans but lucratif, A.s.b.l. - Verein ohne Gewinnzweck, VoG) in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 21. April 1928 in der jeweils gültigen Fassung und der folgenden Satzung unterliegend zu gründen:

1. Der Name des Vereins soll THE LUXEMBOURG, AUSTRALIA & NEW ZEALAND ASSOCIATION, abgekürzt LANZA, lauten (auf den im Folgenden als ‚LANZA‘ Bezug genommen wird) und eine gemeinnützige Organisation mit eingetragenem Sitz im Großherzogtum Luxemburg sein (auf das im Folgenden als »Luxemburg‘ Bezug genommen wird), 10 rue du Rham, Rameldange, Luxemburg, L6991.

2. Das Ziel von LANZA besteht darin, als Anlaufpunkt für Personen mit einer in Verbindung mit Australien und/oder Neuseeland und/oder einer Nation bzw. eines Territoriums von Ozeanien stehenden Nationalität zu dienen, die Einwohner Luxemburgs oder an Luxemburg angrenzender Regionen von Frankreich, Deutschland oder Belgien sind oder zu werden beabsichtigen. In diesem Zusammenhang wird LANZA solche Aktivitäten fördern und unterstützen, die für LANZA-Mitglieder von Interesse sind, einschließlich unter anderem:

(a) Initiierung, Organisation, Förderung und Unterstützung von Veranstaltungen,  
(b) Identifizierung und Erkundung neuer Möglichkeiten, Kontakte und Entwicklungen für seine Mitglieder,  
(c) Hilfestellung und Unterstützung für seine Mitglieder sowie Bereitstellung von Informationen für diese und  
(d) Initiierung, Organisation und Förderung der Entwicklung interkultureller Verbindungen sowie eines interkulturellen Austauschs, gleich welcher Art.

(e) Vertretung von LANZA Mitgliedern bei Regierungsstellen des Grossherzogtums Luxemburg

3. LANZA ist weder religiös noch politisch oder ideologisch gebunden.

4. LANZA wird für einen unbegrenzten Zeitraum gegründet. Der Verein kann jedoch innerhalb der in der Satzung beschriebenen Bedingungen aufgelöst werden.

5. Der Vorstand entscheidet über den schriftlichen Aufnahmeantrag eines neuen potentiellen Mitglieds. Die Entscheidung des Vorstands ist endgültig.

6. Jedes Mitglied von LANZA ist auf eine Stimme pro Mitglied beschränkt.

7. Die Mitglieder von LANZA können ihre Mitgliedschaft jederzeit durch Abgabe ihrer schriftlichen Austrittserklärung beenden (entweder durch Brief oder e-mail). Die Mitgliedschaft eines Mitglieds wird als beendet angesehen, wenn der Mitgliedsbeitrag innerhalb von drei Monaten nach dem Fälligkeitsdatum nicht bezahlt wurde.

8. Eine Mitgliedschaft kann durch Mehrheitsbeschluss des Vorstands beendet werden. Die Entscheidung zur Beendigung der Mitgliedschaft kann beeinsprucht werden, wenn der Einspruch durch mindestens vier (4) weitere Mitglieder unterstützt wird.

9. Mitglieder, die aus dem Verein ausgetreten sind oder ausgeschlossen wurden, dürfen die Interessen von LANZA nicht verletzen und haben keinen Anspruch auf das Vermögen des Vereins oder auf die Rückerstattung gezahlter Mitgliedsbeiträge.

10. Der Jahresmitgliedsbeitrag wird von der Hauptversammlung festgelegt. Er darf den Betrag von EURO 100 (Einhundert EURO) nicht überschreiten.

11. Die Hauptversammlung, die alle Mitglieder umfasst, wird vom Vorstand einmal jährlich einberufen. Darüber hinaus wird, wann immer es der Vorstand für nötig erachtet, oder wenn ein Fünftel der Mitglieder dem Vorstand eine schriftliche Aufforderung dazu vorlegt, eine außerordentliche Hauptversammlung einberufen.

12. Die Hauptversammlung wird spätestens 21 Tage vor dem vorgeschlagenen Datum der Hauptversammlung durch schriftliche Benachrichtigung einberufen.

13. Mitglieder sollen der Hauptversammlung persönlich beiwohnen oder sich durch einen bevollmächtigten Stellvertreter vertreten lassen.

14. Jeder schriftliche Antrag, der von mindestens einem Zwanzigstel der Mitglieder entsprechend der aktuellen Mitgliederliste unterzeichnet ist, muss in die Tagesordnung aufgenommen werden. Es darf kein Beschluss zu einer Angelegenheit erfolgen, die nicht auf der Tagesordnung steht.

15. Die folgenden Angelegenheiten müssen auf einer Hauptversammlung beschlossen werden:

- (i) Satzungsänderungen,
- (ii) Wahl und Abwahl von Vorstandsmitgliedern und Rechnungsprüfer,
- (iii) Billigung des Jahresbudgets und des Jahresabschlusses,
- (iv) Billigung des jährlichen Mitgliedbeitrages,
- (v) Auflösung von LANZA.

16. Es können Satzungsänderungen beschlossen werden, was jedoch voraussetzt, dass a) diese Änderungen in der Einberufung zu einer Hauptversammlung als Tagesordnungspunkt bereits enthalten sind und b) zwei Drittel der Mitglieder auf der Hauptversammlung persönlich anwesend oder durch Stellvertreter vertreten sind.

Satzungsänderungen können angenommen werden, wenn eine Zweidrittel-Mehrheit der Mitglieder dafür stimmt. Wenn bei der ersten Hauptversammlung keine zwei Drittel der Mitglieder anwesend sind, wird eine zweite Hauptversammlung einberufen, die dann unabhängig von der Anzahl der anwesenden Mitglieder Satzungsänderungen beschließen kann.

Wenn sich die Satzungsänderungen auf eines der Vereinsziele oder die Auflösung von LANZA beziehen, ist das folgende Verfahren einzuhalten:



(i) Die zweite Hauptversammlung gilt nur dann als im Rechtssinne konstituiert, wenn zumindest die Hälfte der Mitglieder persönlich anwesend oder durch Stellvertreter vertreten sind.

(ii) Es können auf keiner Hauptversammlung Beschlüsse gefasst werden, für die nicht zumindest eine Dreiviertel-Mehrheit der anwesenden oder durch Stellvertreter vertretenen Mitglieder gestimmt hat.

17. Wenn dies technisch durchführbar ist, können Stimmen von Mitgliedern auf elektronischem Weg abgegeben werden, ohne dass diese Mitglieder auf der Hauptversammlung anwesend sein müssen. In einem solchen Fall muss der letzte Abgabe-Termin für die Stimmabgabe (30 Minuten vor dem planmäßigen Beginn der Hauptversammlung) eingehalten werden. Die Auszählung der Stimmen sollte unabhängig überprüft werden.

18. Die Mitglieder werden über die Beschlüsse der Hauptversammlung durch ein regelmäßig erscheinendes Informationsblatt informiert.

19. LANZA wird von einem Vorstand verwaltet, der für den Zeitraum von einem Jahr gewählt wird. Der Vorstand setzt sich aus dem/der Vorsitzenden und mindestens zwei weiteren Mitgliedern zusammen, die durch einfache Mehrheit auf einer Hauptversammlung gewählt werden. Falls aus welchen Gründen auch immer ein Vorstand von drei (3) Mitgliedern nicht zustande kommt ist es die Aufgabe der Gründungsmitglieder und/oder des aktuellen Vorstand dafür zu sorgen, dass der Vorstand effektiv arbeiten kann.

20. Der Vorstand kann je nach Erfordernis zu gegebener Zeit interne Regeln festlegen, sofern sich diese nicht mit dem angegebenen Gesetz in Konflikt befinden. Diese internen Regeln werden auf der Hauptversammlung präsentiert, um die Mitglieder in die Lage zu versetzen, darüber abzustimmen.

21. Der Vorstand wird die von der Hauptversammlung erhaltenen Anweisungen in Übereinstimmung mit den Vereinszielen von LANZA ausführen. Der Vorstand wird die Finanzen

von LANZA verwalten und für die Erstellung und Verteilung eines Informationsblattes verantwortlich sein.

22. Der Vorstand repräsentiert LANZA in der Kommunikation mit dritten Parteien. Der Vorstand muss bei der Repräsentation von LANZA dritten Parteien gegenüber im besten Interesse von LANZA handeln.

23. Der Vorstand wird der Hauptversammlung einmal im Jahr den Jahresabschluss des Vorjahres und das Jahresbudget für das Folgejahr zur Genehmigung vorlegen. Das Geschäftsjahr beginnt jährlich am 1. Oktober und endet am 30. September. Der Jahresabschluss wird zusammen mit dem Prüfungsbericht des Rechnungsprüfers vorgelegt.

24. Wenn LANZA aufgelöst wird, muss das gesamte Vereinsvermögen an eine Wohltätigkeitsorganisation in Luxemburg gespendet werden.

25. Es wird jedes Jahr im Monat September eine Mitglieder-Liste erstellt, aus der die erfolgten Änderungen hervorgehen.

26. Das Vermögen von LANZA besteht aus:

(i) den Beiträgen der Mitglieder,

(ii) Fördermitteln und Zuschüssen,

(iii) Spenden,

(iv) Bank-Konten,

(v) der Büro-Einrichtung,

(vi) solchen beweglichen und unbeweglichen Vermögenswerten, wie sie zu gegebener Zeit für die Durchführung der Geschäfte von LANZA als notwendig erachtet werden und

(vii) den Internet-Seiten und zugehörigen Technologien.

(viii) Logo(s) und verbundene Marken

25. Alle innerhalb der Leitung von LANZA ausgeübten Funktionen sind ehrenamtlich und werden nicht vergütet.

26. In allen Situationen, die nicht durch den vorhergehenden Text abgedeckt sind, findet das geltende und das zukünftige Recht des Großherzogtums Luxemburg in Bezug auf »Association sans but lucratif, A.s.b.l. - Verein ohne Gewinnzweck, VoG' Anwendung.

Verfasst von den Gründungsmitgliedern in Luxemburg am Dienstag, 19. Oktober 2010.

Référence de publication: 2010154267/213.

(100176866) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

---

**Upsurge Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 47, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 109.696.

Lors du Conseil d'Administration tenu en date du 25 janvier 2010, Monsieur Matthijs BOGERS avec adresse professionnelle au 47, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que président du Conseil d'Administration a été approuvé jusqu'à l'assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 novembre 2010.

Upsurge Holding S.A.

Représenté par M. Stéphane HEPINEUZE

Administrateur de classe A

Référence de publication: 2010154270/15.

(100176662) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

**Tycoonaire Holding S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.**

Siège social: L-2324 Luxembourg, 4, avenue J.P. Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 153.059.

—  
EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires tenue à Luxembourg en date du 21 juin 2010 que:

1. La démission de Monsieur Henri Vanherberghen, demeurant à 78, rue A. Asselbergs, B- 1180 Bruxelles, Belgique, en tant que Commissaire aux Comptes est acceptée.

2. La nomination de Monsieur Michel Theys, demeurant à 28, Vieux Chemin du Poète, B- 1301 Bierges, en tant que Commissaire aux Comptes est acceptée. Son mandat commence ce 21 juin 2010 et prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire de l'an 2015.

Fait à Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Pour TYCOONNAIRE HOLDING S.A.

Signature

Référence de publication: 2010154269/18.

(100176776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

**ME Gusta S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9255 Diekirch, 1, place de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 144.106.

—  
*Assemblée générale extraordinaire du 15 novembre 2010*

Les deux associés de la société ME Gusta S.à r.l, Monsieur BLITS Shaly, demeurant à B-2610 WILRYK (Belgique), Elsdonkiaan, 37 et Madame BUGA Corina Rodica, demeurant à E-46022 VALENCIA (Espagne) C/Jose Aguilar n°39 pta 14,

représentants tous deux l'intégralité du capital social se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

Madame BUGA Corina Rodica cède à Monsieur BLITS Shaly, 50 (cinquante) parts sociales aux termes et conditions d'une convention signée en date du 15 novembre 2010.

Suite à cette cession, le capital social se répartit comme suit:

Monsieur BLITS Shaly .....	100 parts
	100 parts

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée Générale Extraordinaire est close ce jour à 11h00.

Dont acte, fait et passé à Diekirch au siège de la société.

Fait à Diekirch, le 15 novembre 2010.

BLITS / BUGA.

Référence de publication: 2010155490/21.

(100179530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2010.

**VOX The International Choir in Luxembourg, Association sans but lucratif.**

Siège social: L-1629 Luxembourg, 1, rue des Trois Glands.

R.C.S. Luxembourg F 966.

—  
DISSOLUTION

L'assemblée générale du 11 octobre 2010 a décidé de dissoudre l'association.

L'actif et le passif ont été réglés.

L'actif revient au mari de Mme Domonkosova-Krotlova ex-trésorière de la chorale.

Mme Domonkosova était la victime d'un tragique accident de la circulation et mère de deux petits-enfants.

L'association a cessé d'exister à la date du 11.10.2010

Claude Thill  
Membre du comité

Référence de publication: 2010154271/15.

(100176852) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2010.

**Consult-Eco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8280 Kehlen, 41A, rue de Mamer.

R.C.S. Luxembourg B 156.858.

—  
STATUTS

L'an deux mille dix, le seize novembre.

Par-devant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Rambrouch.

A comparu:

Monsieur Alphonse KUGELER, diplômé H.E.C., demeurant à L-8280 Kehlen, 41A, rue de Mamer.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer et dont il a arrêté les statuts comme suit:

« **Art. 1<sup>er</sup>**. Il est formé par les présentes, par la personne comparante, et toutes les personnes qui pourraient devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, et notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "Société").

**Art. 2.** La Société a pour objet l'activité de conseil économique consistant dans la prestation, à titre professionnel, de services et de conseils en matière micro- et macroéconomique ainsi qu'en gestion d'entreprise et toutes prestations de services annexes ou complémentaires.

La Société pourra s'intéresser, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises se rattachant à son objet ou de nature à le favoriser et à le développer.

De façon générale, la Société pourra effectuer toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières et financières, pouvant se rapporter directement ou indirectement aux activités ci-dessus décrites ou susceptibles d'en faciliter l'accomplissement.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

La dissolution de la Société peut être demandée en justice pour justes motifs. Sauf dissolution judiciaire, la dissolution de la Société ne peut résulter que d'une décision prise par l'assemblée générale dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

**Art. 4.** La Société prend la dénomination sociale de «CONSULT-ECO S.à r.l.».

**Art. 5.** Le siège de la Société est établi dans la commune de Kehlen.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la même commune par simple décision du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de gérance, et en tout endroit du Grand Duché de Luxembourg aux termes d'une décision prise par assemblée tenue dans les formes prescrites pour les modifications des statuts.

La Société peut ouvrir des succursales dans tout autre lieu du pays, ainsi qu'à l'étranger.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500.-) divisé en cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125.-) chacune, toutes les parts sociales étant intégralement souscrites et entièrement libérées.

**Art. 7.** Le capital social pourra à tout moment être modifié moyennant décision écrite et régulièrement publiée de l'associé unique, sinon de l'assemblée des associés, conformément à l'article 16 des présents statuts.

**Art. 8.** Chaque part sociale ouvre un droit à l'actif social de même qu'aux bénéfices réalisés au cours de l'exercice, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

**Art. 9.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un unique propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis des parts sociales sont tenus d'être représentés auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 10.** Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou sous seing privé.

Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont cessibles sous réserve de la stricte observation des dispositions énoncées à l'article 189 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Toute opération de cession n'est opposable à la Société comme aux tiers qu'à la condition d'avoir été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions prescrites à l'article 1690 du Code civil.

Au surplus, il ne pourra être contracté d'emprunt par voie publique d'obligations, ni procédé à une émission publique de parts sociales.

**Art. 11.** La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés.

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocable(s) ad nutum.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, dispose des pouvoirs les plus étendus afin d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés par la loi ou les statuts à l'assemblée générale des associés.

**Art. 13.** La Société sera engagée par la signature de son gérant, et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance, peut sous-déléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Tout litige dans lequel la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de gérance représenté par un gérant délégué à cet effet.

**Art. 14.** Les réunions du Conseil de Gérance auront lieu au Grand-Duché de Luxembourg. Le Conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente en personne ou par procuration. Les résolutions du Conseil de gérance sont adoptées à la majorité des votes des gérants présents ou représentés.

En cas d'urgence, les résolutions écrites signées par l'ensemble des membres du Conseil de gérance seront valablement passées et effectives comme si passées lors d'une réunion dûment convenue et tenue. De telles signatures peuvent apparaître sur un document unique ou plusieurs exemplaires d'une résolution identique et peuvent être prouvées par lettre, fax ou communication similaire.

De plus, tout membre qui participe aux débats d'une réunion du Conseil de gérance aux moyens d'un appareil de communication (notamment par téléphone), qui permet à tous les membres présent à cette réunion (que ce soit en personne ou par procuration ou tout autre appareil de communication) d'entendre et d'être entendu par les autres membres à tout moment, sera supposé être présent à cette réunion et sera comptabilisé pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les questions à l'ordre du jour de cette réunion. Si une résolution est prise par voie de conférence téléphonique, la résolution sera considérée comme ayant été prise au Luxembourg si l'appel provient initialement du Luxembourg.

**Art. 15.** Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Toutefois, la Société est liée par les actes accomplis par les gérants, même si ces actes excèdent l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, sans que la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

**Art. 16.** L'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

En cas de pluralité des associés, chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles ont été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social, sans préjudice des autres dispositions de l'article 194 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Cependant, les résolutions modifiant les statuts de la Société ne pourront être prises que par l'accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, sous réserve des dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

**Art. 17.** Une assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir uniquement au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, se réunira une fois par an pour l'approbation des comptes annuels, elle se tiendra le premier lundi du mois de mai de chaque année au siège de la Société ou en tout autre lieu à spécifier dans la convocation de cette assemblée.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 18.** L'année sociale de la Société commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

**Art. 19.** Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et, suivant le cas, le gérant ou le Conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Tout associé peut par lui-même ou par un fondé de pouvoir, prendre au siège social de la Société, communication de l'inventaire, du bilan et du rapport du conseil de surveillance (si la Société compte plus de vingt-cinq associés parmi ses rangs, conformément aux dispositions prescrites par la loi).

**Art. 20.** Les profits bruts de la Société, constatés dans les comptes annuels, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social. Le solde du bénéfice net est à la libre disposition de l'assemblée générale.

**Art. 21.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

**Art. 22.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, l'associé unique, ou le cas échéant les associés, s'en réfèrent aux dispositions légales de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

#### *Disposition transitoire*

Par dérogation le premier exercice social commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2010.

#### *Souscription et libération*

Toutes les parts sociales ont été intégralement souscrites et entièrement libérées par l'associé unique Monsieur Alphonse KUGELER, diplômé H.E.C., demeurant à L-8280 Kehlen, 41A, rue de Mamer.

La libération intégrale du capital social a été faite par un versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500.-) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

#### *Evaluation des frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution sont évalués au montant de mille euros (EUR 1.000.-).

#### *Assemblée générale extraordinaire*

Le comparant qualifié ci-avant, représentant l'intégralité du capital social souscrit, se considérant comme dûment convoqué, s'est ensuite constitué en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, il a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- 2.- Est nommé gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:
  - Monsieur Alphonse KUGELER, diplômé H.E.C., né le 24 février 1945 à Mamer, demeurant à L-8280 Kehlen, 41A, rue de Mamer.
- 3.- La Société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant unique.
- 4.- L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-8280 Kehlen, 41A, rue de Mamer.

DONT ACTE, fait et passé à Rambrouch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Kugeler, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 17 novembre 2010. Relation: RED/2010/1695. Reçu soixante-quinze (75,-) euros.

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée sur demande à la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 22 novembre 2010.

Référence de publication: 2010155892/147.

(100179637) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2010.

**Adhara S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 69.714.

—  
**LIQUIDATION JUDICIAIRE***Extrait*

Par jugement du 11 novembre 2010, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société ADHARA S.A. dont le siège social au 70, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, a été dénoncé le 6 décembre 2004.

Ce même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul Meyers, juge, et désigné comme liquidateur Maître Paul Péporté, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 2 décembre 2010 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Paul Péporté  
*Le liquidateur*

Référence de publication: 2010154275/19.

(100177522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**Adhica Holding S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 70.042.

—  
**LIQUIDATION JUDICIAIRE***Extrait*

Par jugement du 11 novembre 2010, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société ADHICA HOLDING SA. dont le siège social au 70, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, a été dénoncé le 6 décembre 2004.

Ce même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul Meyers, juge, et désigné comme liquidateur Maître Paul Péporté, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 2 décembre 2010 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Paul Péporté  
*Le liquidateur*

Référence de publication: 2010154276/19.

(100177523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**FDBB S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.  
R.C.S. Luxembourg B 146.599.

—  
ANNULE ET REMPLACE LA MENTION N° L100151888.04 DU 7 OCTOBRE 2010.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 novembre 2010.

FDBB S.à r.l.  
Manacor (Luxembourg) S.A.  
Signatures  
*Gérant B*

Référence de publication: 2010154325/16.

(100177353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**Amarna Holding S.A.H., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 36.288.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2010.

Signature.

Référence de publication: 2010154277/10.

(100177241) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

**Arambha S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 69.717.

## LIQUIDATION JUDICIAIRE

*Extrait*

Par jugement du 11 novembre 2010, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société ARAMBHA S.A. dont le siège social au 70, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, a été dénoncé le 6 décembre 2004.

Ce même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul Meyers, juge, et désigné comme liquidateur Maître Paul Péporté, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 2 décembre 2010 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Paul Péporté

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2010154279/19.

(100177525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

**Fides Financial Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9650 Esch-sur-Sûre, 4, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 131.552.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 août 2010**Résolution n° 1*

Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide la révocation des fonctions d'administrateur de Monsieur Jorre APPEL, né le 20 octobre 1972 à Leuven (Belgique) et demeurant à B-3471 Hoeleden, 69, Vaanstraat.

*Résolution n° 2*

Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide la nomination aux fonctions d'administrateur de la société FIDES LIFE OFFICE S.A., ayant son siège social à L-9650 Esch-sur-Sûre, 4, rue du Pont, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 136297, ici représentée par Monsieur Erik DUINSLAEGGER, Courtier en Assurance, né le 24 mars 1957 à Brugge (Belgique), demeurant à L-9650 Esch-sur-Sûre, 4, rue du Pont, agissant en sa qualité d'administrateur-délégué.

Esch-sur-Alzette, le 30 août 2010.

Pour extrait sincère et conforme à l'original

Fiduciaire C.G.S.

Société d'expertise-comptable

26-28 Bd Kennedy

L-4170 Esch sur Alzette

Signature

Référence de publication: 2010154952/25.

(100177421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

**ARGUS Sicherheitsdienste GmbH, Gesellschaft mit beschränkter Haftung, Succursale d'une société de droit étranger.**

Adresse de la succursale: L-1471 Luxembourg, 310, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 91.875.

—  
**AUSZUG**

Der alleinige Geschäftsführer der ARGUS Sicherheitsdienste GmbH hat am 22. Oktober 2010 beschlossen:

1. den Rücktritt von Herrn Ronald Rajko Matek von seiner Funktion als Handlungsbevollmächtigter der Zweigniederlassung Luxemburg (Niederlassungsleiter) mit Wirkung zum 22.10.2010 anzunehmen; und
2. Herrn Martin Riebschläger, geboren am 15. Mai 1972 in Singen, mit beruflicher Anschrift Kennedyallee 76, in D-60596 Frankfurt am Main, mit sofortiger Wirkung als Handlungsbevollmächtigten der Zweigniederlassung Luxemburg (Niederlassungsleiter) zu ernennen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Für gleichlautenden Auszug  
Me Christian Jungers  
Avocat à la Cour

Référence de publication: 2010154280/19.

(100177075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**Asari S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 72.957.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010154281/10.

(100177199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**Fides Life Office S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9650 Esch-sur-Sûre, 4, rue du Pont.

R.C.S. Luxembourg B 136.297.

—  
*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 août 2010*

*Résolution n° 1*

Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide la révocation des fonctions d'administrateur de Monsieur Jorre APPEL, né le 20 octobre 1972 à Leuven (Belgique) et demeurant à B-3471 Hoeleden, 69, Vaanstraat.

*Résolution n° 2*

Sur proposition du conseil d'administration, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide la nomination aux fonctions d'administrateur de la société FIDES FINANCIAL SERVICES S.A., ayant son siège social à L-9650 Esch-sur-Sûre, 4, rue du Pont, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 131552, ici représentée par Monsieur Erik DUINSLAEGER, Courtier en Assurance, né le 24 mars 1957 à Brugge (Belgique), demeurant à L-9650 Esch-sur-Sûre, 4, rue du Pont, agissant en sa qualité d'administrateur-délégué.

Esch-sur-Alzette, le 30 août 2010.

Pour extrait sincère et conforme à l'original  
Fiduciaire C.G.S.  
Société d'expertise-comptable  
26-28 Bd Kennedy  
L-4170 Esch-sur-Alzette  
Signature

Référence de publication: 2010154955/25.

(100177417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---



**Avagam Holding S.A., Société Anonyme (en liquidation).**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.  
R.C.S. Luxembourg B 70.045.

—  
**LIQUIDATION JUDICIAIRE***Extrait*

Par jugement du 11 novembre 2010, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a prononcé la dissolution et ordonné la liquidation de la société AVAGAM HOLDING S.A. dont le siège social au 70, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg, a été dénoncé le 6 décembre 2004.

Ce même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Jean-Paul Meyers, juge, et désigné comme liquidateur Maître Paul Péporté, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 2 décembre 2010 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Me Paul Péporté  
*Le liquidateur*

Référence de publication: 2010154283/19.

(100177527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**Azero Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8210 Mamer, 106, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 72.760.

—  
Le Bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mamer, le 18.11.2010.

Van Lanschot Management S.A. / Van Lanschot Corporate Services S.A.  
Signatures

Référence de publication: 2010154284/12.

(100177666) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**Kanoba S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.  
R.C.S. Luxembourg B 109.532.

—  
**EXTRAIT**

Il résulte des décisions prises par l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue en date du 29 octobre 2010 que:

- Monsieur Renato PICCIOTTO, banquier, demeurant professionnellement à Genève (Suisse), Monsieur Lorenzo PIAGET, conseiller fiscal, demeurant à Lausanne (Suisse), Monsieur Francis DIDELOT, banquier, demeurant à Genève (Suisse), Monsieur Ali GUEDICHE, demeurant à CH-1201 Genève, 7, rue de l'Encyclopedie et Maître Marianne GOEBEL, avocat, demeurant à Luxembourg ont été reconduits aux fonctions d'administrateurs de la société.

- la société BDO Compagnie Fiduciaire S.A., ayant son siège social à L-1653 Luxembourg, 2 avenue Charles De Gaulle, a été reconduite aux fonctions de commissaires aux comptes de la société.

La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera d'un an et prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2010.

*Pour la société*  
Signature  
*Un mandataire*

Référence de publication: 2010154978/23.

(100177169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**Bancroft Immobilier Investissements S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 105.763.

Les comptes au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Bancroft Immobilier Investissement S.A.*

Signature

Référence de publication: 2010154285/12.

(100177224) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

**Bancroft Immobilier Investissements S.A., Société Anonyme.****Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 105.763.

Les comptes au 31 décembre 2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Bancroft Immobilier Investissements S.A.*

Signature

Référence de publication: 2010154286/12.

(100177226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

**Beauce Management S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 122.731.

Le bilan au 30 juin 2009 dûment approuvé, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

BEAUCE MANAGEMENTS S.A.

Signature

Référence de publication: 2010154288/12.

(100177154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

**TeamGate S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11B, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 110.413.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire de TEAMGATE S.A., RCS Luxembourg n° B 110 413 tenue extraordinairement le 6 octobre 2010*

Il résulte que:

- Suite à la décision du Conseil d'Administration du 03/08/2009, l'Assemblée décide de ratifier la nomination par cooptation de Madame Sabine Colin à la fonction d'Administrateur de la société en remplacement de Madame Natacha Steuermann, Administrateur démissionnaire.

Le Conseil d'Administration est désormais composé comme suit: Mesdames Véronique Wauthier, Delphine Goergen et Sabine Colin.

Pour extrait certifié conforme

Signature

*Mandataire*

Référence de publication: 2010154400/18.

(100177239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

**Ecolab Lux 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 1.517.542,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 153.395.

In the year two thousand and ten, on the fifteenth of November.

Before Us Maitre Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Ecolab Lux 2 S.a r.l., a private limited liability company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 102, rue des Maraichers, L-2124 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B132318 (hereinafter referred to as the "Appearing Company"), here represented by Ms. Peggy Simon, employee with professional address at 9 Rabatt, L-6475 Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy established on November 12th, 2010.

The said proxy, signed "à sa demande" by the proxyholder of the Appearing Company and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such Appearing Company, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The Appearing Company is the sole shareholder of the private limited liability company established in Luxembourg under the name of "Ecolab Lux 3 S.a r.l." (hereinafter referred to as the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maitre Fernand UNSEN, notary, residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, acting as replacement of Maitre Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg, absent, the last-mentioned remaining the depositary of the said deed, dated May 28<sup>th</sup>, 2010, and published in the Memorial C, "Recueil des Societes et Associations", N° 1306, on June 24<sup>th</sup>, 2010.

II. The Company's share capital is set at twelve thousand, five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by twelve thousand, five hundred (12,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each.

III. The sole shareholder resolved to cancel the nominal value of the shares.

IV. The sole shareholder resolved to convert the Company's share capital from Euro (EUR) into U.S. Dollar (USD) by using the EUR/USD exchange rate of EUR 1.- = USD 1.4034, the present share capital of twelve thousand, five hundred Euro (EUR 12,500.-) being replaced by a share capital of seventeen thousand, five hundred and forty-two U.S. Dollars (USD 17,542.-).

V. The sole shareholder resolved to allocate the excess amount of fifty cents of U.S. Dollar (USD 0.50) resulting from the conversion to the legal reserve of the Company in order to have a rounded share capital amount.

VI. The sole shareholder further resolved to re-establish a nominal value in the amount of one U.S. Dollar (USD 1.-) per share, the new share capital of seventeen thousand, five hundred and forty-two U.S. Dollars (USD 17,542.-) being represented by seventeen thousand, five hundred and forty-two (17,542) shares with a nominal value of one U.S. Dollar (USD 1.-) each.

VII. The sole shareholder resolved to increase the corporate capital by one million, five hundred thousand U.S. Dollars (USD 1,500,000.-) in order to raise it from its present amount of seventeen thousand, five hundred and forty-two U.S. Dollars (USD 17,542.-) to one million, five hundred and seventeen thousand, five hundred and forty-two U.S. Dollars (USD 1,517,542.-) by creation and issue of one million, five hundred thousand (1,500,000) new shares of one U.S. Dollar (USD 1.-) each.

*Subscription - Payment*

Ecolab Lux 2 S.a r.l., prenamed, through its proxyholder, declared to subscribe to all the one million, five hundred thousand (1,500,000) new shares, along with the payment of a share premium amounting to four thousand, seven hundred and five U.S. Dollars and eighty-seven (USD 4,705.87), and have them fully paid up in the amount of one million, five hundred and four thousand, seven hundred and five U.S. Dollars and eighty-seven cents (USD 1,504,705.87) by contribution in kind consisting of the following shares:

1) five hundred and sixty-four thousand, seven hundred and twenty-three (564,723) shares representing approximately 0.1698% of the issued share capital of Ecolab Lux 1 S.a r.l., a private limited liability company incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered address at 102, rue des Maraichers, L-2124 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 132319 (hereinafter referred to as "Ecolab Lux 1"), which are hereby transferred to and accepted by the Company at the fair market value of seven hundred and fifty thousand U.S. Dollars (USD 750,000.-) (hereinafter referred to as the "Ecolab Lux 1 Shares"); and

2) one hundred and forty-five (145) shares representing approximately 0.8437% of the issued share capital of Microtek Medical Malta Holdings Limited, a limited liability company incorporated and existing under the laws of Malta, having its registered seat at F20 Technopark, Mosta, Malta, and registered with the Malta Registry of Companies under number

C20992 (hereinafter referred to as "Microtek Malta"), which are hereby transferred to and accepted by the Company at the fair market value of seven hundred and fifty-four thousand, seven hundred and five U.S. Dollars and eighty-seven cents (USD 754,705.87) (hereinafter referred to as the "Microtek Malta Shares");

(the Ecolab Lux 1 Shares and the Microtek Malta Shares are hereinafter collectively referred to as the "Contributed Shares").

*Evidence of the contributions existence*

Proof of the Contributed Shares existence and value has been given to the undersigned notary by the following documents:

- a balance sheet as of October 31<sup>st</sup>, 2010 of Ecolab Lux 1, certified «true and correct» by its management, along with a declaration of free transferability and a declaration certifying the fair market value of the Ecolab Lux 1 Shares, all of which being duly signed by the authorized signatories of Ecolab Lux 1.

- a balance sheet as of October 30<sup>th</sup>, 2010 of Microtek Malta, certified "true and correct" by its management, along with a declaration of free transferability and a declaration certifying the fair market value of the Microtek Malta Shares, all of which being duly signed by the authorized signatories of Microtek Malta.

*Effective implementation of the contributions*

Ecolab Lux 2 S.a r.l., prenamed, declares that:

- it is the sole full owner of the Contributed Shares and possesses the power to dispose of them, they being legally and conventionally freely transferable;

- the contribution of the Contributed Shares is effective as of today without qualification, proof thereof having been given to the undersigned notary;

- all further formalities are in course in the respective countries of residence of the companies whose shares are contributed, in order to duly carry out and formalize the transfers and to render them effective anywhere and toward any third parties.

VIII. Pursuant to the above increase of capital, the sole shareholder resolved to restate Article 6 of the articles of incorporation of the Company, which shall henceforth read as follows:

**"Art. 6. Subscribed Capital.** The Company's share capital is set at one million, five hundred and seventeen thousand, five hundred and forty-two U.S. Dollars (USD 1,517,542.-), represented by one million, five hundred and seventeen thousand, five hundred and forty-two (1,517,542) shares with a par value of one U.S. Dollar (USD 1.-) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realized losses, to make distributions to its shareholders or to allocate funds to the legal reserve."

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above Appearing Company, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same Appearing Company and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

On the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the Appearing Company, who is known to the notary by her Surname, Christian name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

**Suit la traduction en langue française du texte qui précède**

L' an deux mille dix, le quinze novembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence a Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Ecolab Lux 2 S.a r.l., une société a responsabilité limitée constituée d' après la loi luxembourgeoise, dont le siège social se situe au 102, rue des Maraîchers Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132318 (ci-après la «Société Comparante»), ici représentée par Mme Peggy Simon, employée, avec adresse professionnelle a 9 Rabatt, L-6475 Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 12 novembre 2010.

Laquelle procuration, après avoir été signée«ne varietur» par le mandataire de la Société Comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle Société Comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La Société Comparante est l'associée unique de la société a responsabilité limitée établie au Luxembourg sous la dénomination d' Ecolab Lux 3 S.a r.l. . (ci-après la «Société»), constituée suivant acte reçu par Maître Fernand UNSEN, notaire a Diekirch, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Henri BECK, notaire à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, absent, ce dernier demeurant le dépositaire dudit acte, en date du 28 mai 2010, et publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°1306, du 24 juin 2010.

II. Le capital social de la Société est fixe a douze mille, cinq cents Euros (12.500,- EUR) divisé en douze mille, cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (1,- EUR) chacune.

III. L' associée unique a décide d'annuler la valeur nominale des parts sociales de la Société.

IV. L' associée unique a decide de convertir le capital social de la Société de Euro (EUR) en Dollar américain (USD) en utilisant le taux de change EUR/USD de 1,- EUR 1,4034 USD, le présent capital de douze mille, cinq cents Euros (12.500,- EUR) étant remplacé par un capital social de dix-sept mille, cinq cent quarante-deux Dollars américains (17.542,- USD).

V. L' associée unique a decide d'allouer le montant excédentaire de cinquante centimes de Dollars américains (USD 0,50) résultant de la conversion a la réserve légale de la Société.

VI. L' associée unique a decide par la suite de redéfinir la valeur nominale des parts sociales a un Dollar américain (1,- USD) par part sociale, le nouveau capital social de dix-sept mille, cinq cent quarante-deux Dollars américains (17.542,- USD) étant représenté par dix-sept mille, cinq cent quarante-deux (17.542) parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar américain (1,- USD) chacune.

VII. L' associée unique a decide d'augmenter le capital social a concurrence d'un million, cinq cent mille Dollars américains (1.500.000,- USD) pour le porter de son montant actuel de dix-sept mille, cinq cent quarante-deux Dollars américains (17.542,- USD) a un million, cinq cent dix-sept mille, cinq cent quarante-deux Dollars américains (1,517.542,- USD), par la création et d'émission d'un million, cinq cent mille (1.500.000) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un Dollar américain (1,- USD) chacune.

#### *Souscription - Libération*

Ecolab Lux 2 S.a r.l., susmentionnée, par son mandataire, a déclaré souscrire a l'ensemble des un million, cinq cent mille (1.500.000) nouvelles parts sociales, avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de quatre mille, sept cent cinq Dollars américains et quatre-vingt-sept centimes (4.705,87 USD) et libérer le tout intégralement pour le montant d'un million, cinq cent quatre mille, sept cent cinq Dollars américains et quatre-vingt-sept centimes (1.504.705,87 USD) par apport en nature des participations suivantes:

1) cinq cent soixante-quatre mille, sept cent vingt-trois (564.723) parts sociales représentant approximativement 0,1698% du capital social d' Ecolab Lux 1 S.a r.l., une société a responsabilité limitée constituée et gouvernée par les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg inscrite au Registre des Commerces et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 132319 (ci-après désignée comme «Ecolab Lux 1»), qui sont transférées et acceptées par la Société a leur valeur de marche de sept cent cinquante mille Dollars américains (750.000,- USD) (ci-après désignées comme les «Actions d'Ecolab Lux 1»); et

2) cent quarante-cinq (145) actions représentant approximativement 0,8437% du capital social de Microtek Medical Malta Holdings Limited, une société a responsabilité limitée constituée et gouvernée par les lois de Malte, ayant son siège social a F20 Technopark, Mosta, Malte, inscrite au Registre des Sociétés de Malte sous le numéro C20992 (ci-après désignée comme «Microtek Malta»), qui sont transférées et acceptées par la Société a leur valeur de marche de sept cent cinquante-quatre mille, sept cent cinq Dollars américains et quatre-vingt-sept centimes (754.705,87 USD) (ci-après désignées comme les «Actions de Microtek Malta»);

(les Actions d'Ecolab Lux 1 et les Actions de Microtek Malta sont ci-après collectivement désignées comme les «Actions Apportées»).

#### *Preuve de l'existence des apports*

Preuve de l' existence et de la valeur des Actions Apportées a été donnée au notaire soussigné par la production des documents suivants:

- un bilan d' Ecolab Lux 1 établi en 31 octobre 2010, certifié «Véritable et juste» par sa gérance, avec une déclaration de libre transférabilité et une déclaration certifiant la valeur de marche des Actions d' Ecolab Lux 1, lesquels ont été dûment signés par les représentants légaux d' Ecolab Lux 1; et

- un bilan de Microtek Malta établi au 30 octobre 2010, certifié . Véritable et juste par sa gérance, avec une déclaration de libre transférabilité et une déclaration certifiant la valeur de marche des Actions de Microtek Malta, lesquels ont été dûment signés par les représentants légaux de Microtek Malta.

#### *Mise en place effective des apports*

Ecolab Lux 2 S.a r.l., predésignée, a déclare que:

- elle est l'unique propriétaire des Actions Apportées et possède les pouvoirs d'en disposer, celles-ci étant légalement et conventionnellement librement transmissibles;

- l'apport des Actions Apportées est effectif sans réserve a partir d' aujourd'hui, preuve de celui-ci ayant été donnée au notaire soussigné;

- toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans les pays respectifs de résidence des sociétés dont les actions sont apportées, aux fins d'effectuer les cessions et de les rendre effectives partout et vis-a-vis de toutes tierces parties.

IV. L'associée unique a décidé, suite à l'augmentation de capital ci-dessus, de modifier l'Article 6 des statuts de la Société qui dorénavant se lit comme suit:

«**Art. 6.** Le capital social est fixe à un million, cinq cent dix-sept mille, cinq cent quarante-deux Dollars américains (1.517.542,- USD) représente par un million, cinq cent dix-sept mille, cinq cent quarante-deux (1.517.542) parts sociales, d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi sur lequel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des associés par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la Société Comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même société et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la Société Comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signe: P. SIMON, Henri BECK

Enregistre à Echternach, le 19 novembre 2010 Relation: ECH/2010/1699 Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 24 novembre 2010.

Référence de publication: 2010155353/194.

(100179420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2010.

**BEAUTY-HOUSE Guy SCHOU, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4011 Esch-sur-Alzette, 71, rue de l'Alzette.

R.C.S. Luxembourg B 27.039.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 28 octobre 2010, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- BEAUTY-HOUSE Guy SCHOU S.à r.l., (B 27.039) avec siège social à L-4011 Esch-sur-Alzette, 71, rue de l'Alzette, de fait inconnue à cette adresse

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, juge au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Marguerite RIES, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leur créance avant le 19 novembre 2010 au greffe du Tribunal de Commerce de et à Luxembourg.

Pour extrait conforme

Me Marguerite RIES

Le liquidateur

Référence de publication: 2010154289/20.

(100177113) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

**Blue Dolphin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 140.823.

Les comptes au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLUE DOLPHIN S.A.  
MARE-LUX S.A. / NEUMANN Larissa  
Signature / Signature  
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2010154292/13.

(100177603) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**Cerbero Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 78.431.

Il résulte du procès-verbal du 19 novembre 2010 que l'assemblée générale des actionnaires a pris entre autres les résolutions suivantes:

*Sixième résolution:*

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société du 4 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg au 30 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg avec effet à partir de la date de l'Assemblée.

*Septième résolution:*

L'assemblée prend note du changement de l'adresse professionnelle des administrateurs de la société comme suit:

- Monsieur Davide MURARI, 30 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
- Monsieur Mirko LA ROCCA, 30 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.
- Monsieur Frédéric ADAM, 30 Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010154938/18.

(100177267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**BERING's s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4081 Esch-sur-Alzette, 46, rue Dicks.

R.C.S. Luxembourg B 84.540.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 28 octobre 2010, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, sixième chambre, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 mai 1999, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- BERING'S S.à r.l., (B 84540) avec siège social à L-4081 Esch/Alzette, 46, rue Dicks, de fait inconnue à cette adresse;

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Carole BESCH, juge au Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, et liquidateur Maître Marguerite RIES, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leur créance avant le 19 novembre 2010 au greffe du Tribunal de Commerce de et à Luxembourg.

Pour extrait conforme

Me Marguerite RIES

*Le liquidateur*

Référence de publication: 2010154290/19.

(100177116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**Affretement Transports Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3737 Rumelange, 29, rue Henri Luck.

R.C.S. Luxembourg B 153.089.

*Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 1<sup>er</sup> septembre 2010*

L'Assemblée a décidé d'entériner la cession de 480 parts, à dater du 16 août 2010, détenues par Monsieur Claude PICARD, né le 10 juin 1950 à F-Metz, demeurant à F-57070 Metz, 3, Rue du Général de Cugnac au profit de Monsieur Martial VECCHIO, né le 16 mai 1963 à F-57250 Moyeuvre-Grande, demeurant à F-57185 Clouange, 118, Rue Joffre;

L'Assemblée constate et accepte la démission de Monsieur Claude PICARD, précité, de son poste de gérant technique à dater du 16 août 2010.

L'Assemblée constate et accepte la démission de Monsieur Martial VECCHIO, précité, de son poste de gérant administratif à dater du 16 août 2010.

A l'unanimité et par vote spécial, Monsieur Martial VECCHIO, précité, est nommé, à dater du 16 août 2010, gérant unique de la société;

Le gérant unique peut engager la société en toutes circonstances et sans restrictions par sa seule signature.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

AFRETEMENT TRANSPORTS SERVICES S.à R.L.

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010155264/22.

(100179504) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 novembre 2010.

---

**Blue Dolphin S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 140.823.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BLUE DOLPHIN S.A.

MARE-LUX S.A. / NEUMANN Larissa

Signature / Signature

*Administrateur / Administrateur*

Référence de publication: 2010154293/13.

(100177604) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**Braun Trucking GmbH, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9964 Huldange, 17, Op d'Schleid.

R.C.S. Luxembourg B 130.609.

Statuts coordonnés suivant acte du 9 novembre 2010, reçu par Me Urbain THOLL, de résidence à Mersch, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2010154295/10.

(100177067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---

**Camar S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 43, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 119.291.

EXTRAIT

Il résulte de la décision prise par le conseil d'administration de la Société en date du 15 novembre 2010 que:

1. Est coopté aux fonctions d'administrateur de la Société:

- Monsieur Eddy Dôme, expert-comptable, avec adresse professionnelle au 43, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg avec effet au 1<sup>er</sup> Novembre 2010;

en remplacement de Mademoiselle Mylène Basso. Le mandat des administrateurs prendra fin lors de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2010.

*Pour la Société*

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2010154297/19.

(100177320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 novembre 2010.

---